



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 18 du 3 mai 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 3 mai 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	569
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	569
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES.....	569
Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale - Antenne de Nancy.....	569
Arrêté S.G.A.R. n° 2012-47 en date du 13 février 2012 portant modification n° 1 des membres du conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle.....	569
Arrêté S.G.A.R. n° 2012-98 en date du 19 mars 2012 portant modification n° 2 des membres du conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle.....	569
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	569
Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales.....	569
Arrêté du 18 avril 2012 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans les communes du département qui en comportent plusieurs - Année 2012.....	569
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....	572
Bureau des actions locales et affaires interministérielles.....	572
Arrêté du 27 avril 2012 modifiant les statuts du syndicat intercommunal des Eaux de Baccarat-Lachapelle.....	572
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	573
CABINET.....	573
Bureau du cabinet.....	573
Arrêté du 16 avril 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à M. Ludovic BOUTET, gendarme, et M. Hadrien DECK, gendarme réserviste.....	573
Arrêté du 19 avril 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à M. Jocelyn MARLY, caporal.....	573
Bureau des polices administratives.....	573
Arrêté n° 20083840 du 16 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la SAS NICOSIA INTERMARCHÉ à 54310 Homécourt.....	573
Arrêté n° 20084351 du 16 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à LA POSTE à 54000 Nancy, dans l'établissement Nancy Saint-Nicolas.....	574
Arrêté n° 20084483 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à 54150 Briey.....	574
Arrêté n° 20084544 du 16 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Musée « Les Sources d'Hercule » à 54120 Deneuvre.....	575
Arrêté n° 20084560 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) à 54140 Jarville la Malgrange.....	576
Arrêté n° 20084561 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) à 54320 Maxéville.....	576
Arrêté n° 20084562 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) à 54510 Tomblaine.....	577
Arrêté n° 20084563 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) à 54510 Tomblaine.....	577
Arrêté n° 20084565 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) à 54500 Vandœuvre-lès-Nancy.....	578
Arrêté n° 20084566 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) à 54500 Vandœuvre-lès-Nancy.....	578
Arrêté n° 20084622 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la Communauté de Communes du Pays de Pont-à-Mousson à 54700 Pont-à-Mousson.....	579
Arrêté n° 20084634 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à POMONA TERRE AZUR à 54500 Vandœuvre-lès-Nancy.....	579
Arrêté n° 20100065 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à L'établissement SEPHORA à 54045 Nancy.....	580
Arrêté n° 20100110 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à La REGION LORRAINE à Hageville.....	580
Arrêté n° 20100239 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à l'établissement BRICOMARCHE à 54700 Pont-à-Mousson.....	581
Arrêté n° 20110496 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Salle Multiactivités Communale à 54550 Pont-Saint-Vincent.....	581
Arrêté n° 20110500 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à C&A FRANCE à 54350 Mont-Saint-Martin.....	582
Arrêté n° 20110501 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'IERL CHARAZEN COIFFURE à 54190 Villers-les-Nancy.....	583
Arrêté n° 20110510 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Restaurant McDonald's à 54270 Essey-lès-Nancy.....	584
Arrêté n° 20110515 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « COLIN FRERES ARTS GRAPHIQUES » à 54320 Maxéville.....	585
Arrêté n° 20110539 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Salle des Sports à 54530 Pagny sur Moselle.....	586
Arrêté n° 20110540 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Foyer pour personnes âgées Paul Adam à 54600 Villers-les-Nancy.....	587
Arrêté n° 20110543 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « TES TECHNIFOR SARL » à 54840 Gondreville.....	587
Arrêté n° 20110562 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la CAFETERIA et BOUTIQUE de l'Hôpital MAILLOT à 54151 Briey.....	588
Arrêté n° 20110563 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société VB SERVICE à 54450 Herbévillers.....	589
Arrêté n° 20110578 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'EURL LIB'HAIR COIFF à 54300 Lunéville.....	590
Arrêté n° 20110586 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL « LES 4 SAISONS » à 54400 Longwy.....	591
Arrêté n° 20110601 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL « AU PAIN QUI CHANTE » à 54300 Lunéville.....	592
Arrêté n° 20120037 du 26 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL P. MANTEAU & CIE, CARREFOUR EXPRESS, à 54260 Longuyon.....	593
Arrêté n° 20120046 du 26 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au CINEMA IMPERIAL à 54300 Lunéville.....	593
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	594
Bureau de la citoyenneté.....	594
Arrêté du 26 avril 2012 portant habilitation funéraire à la SARL AMBULANCES NORD LORRAINE SERVAGI à Longwy (54400).....	594
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	595
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.....	595
Arrêté du 6 avril 2012 portant nomination de régisseurs titulaire et suppléants pour l'encaissement des amendes de police municipale de Rosières-aux-Salines.....	595
Bureau des procédures environnementales.....	596
Arrêté du 20 avril 2012 prorogeant l'autorisation de l'occupation temporaire de parcelles pour la réalisation de pose d'écrans de protection phonique sur les communes de Gondreville, Velaine-en-Haye.....	596
Arrêté du 30 avril 2012 portant déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) dénommée « La Haie Cerlin » située sur le territoire de la commune de Seichamps.....	596
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	597
Bureau de l'interministériel.....	597
Arrêté N° 12.BI.26 du 30 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.....	597
Arrêté N° 12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.....	597
Arrêté N° 12.OSD.03 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.....	600

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	601
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	601
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	601
Arrêté N° 2012-DIR-Est -M-54-024 en date du 27 avril 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'implantation de 2 panneaux à messages variables de type portique, sur l'autoroute A33 aux PR 4+140 (Clairlieu) et 6+775 (Houdemont), dans le sens Paris-Strasbourg.....	601
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	603
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	603
Arrêté du 19 avril 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par le captage de Rehainviller, sur et au bénéfice de la commune de Rehainviller ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	603
Etablissements de santé.....	607
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0335 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	607
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0336 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	608
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0337 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	609
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0338 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	610
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0339 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	610
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0340 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	611
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0341 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	612
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0342 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	612
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0343 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	613
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0344 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	614
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0345 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	614
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0346 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	615
SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....	616
Etablissements de santé.....	616
Arrêté n° 2012-380 en date du 24 avril 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Lunéville - Département Meurthe-et-Moselle.....	616
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	616
Service produits de santé et biologie.....	616
Arrêté N° 2012-0290 du 23 mars 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOLAB » sise 13 boucle du Val Marie à Thionville (57100) enregistrée sous le N° 32.....	616
Arrêté N° 2012-0291 du 23 mars 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite exploité par la SELCA « EVOLAB » sise 13 boucle du Val Marie à Thionville (57100) - Autorisation N° 57-35 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 503 1.....	618
Arrêté N° 2012-0298 du 26 mars 2012 portant modification de la composition du Comité de Protection des Personnes CPP « Est III ».....	620
Arrêté N° 2012-0308 du 29 mars 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) enregistrée sous le N° 06.....	621
Arrêté N° 2012-0309 du 29 mars 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisites exploité par la SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - Autorisation N° 54-73.....	622
Arrêté ARS N° 2012-0328 du 5 avril 2012 autorisant le transfert de l'officine de pharmacie « Pharmacie du Vert Pré » exploitée par Madame Martine LAMBINET, sise 74 rue de Tomblaine à Saulxures lès Nancy (54420) vers le 76 rue de Tomblaine au sein de la même commune - Licence N° 54#001067.....	623
Arrêté N° 2012-0329 du 6 avril 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclouque à METZ (57000) enregistrée sous le N° 1.....	624
Arrêté N° 2012-0330 du 6 avril 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite sis 18 avenue Leclerc de Hauteclouque à Metz (57000) - Autorisation N° 57-17 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7.....	625
Arrêté N° 2012-0333 du 12 avril 2012 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur des Hôpitaux de Brabois à Vandœuvre-lès-Nancy - CHU Nancy : création d'une nouvelle Unité Centralisée de Préparation des Chimiothérapies anticancéreuses (UCPC).....	627
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	628
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	628
SSRE / DOETH.....	628
Arrêté SAP/401672175 du 12 avril 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Nancy.....	628
Récépissé de déclaration du 12 avril 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/401672175 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	629
Arrêté SAP/478042401 du 6 avril 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Essey-lès-Nancy.....	630
Récépissé de déclaration du 12 avril 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/478042401 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	630
Récépissé de déclaration du 16 avril 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/538 645 300 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	631
Récépissé de déclaration du 16 avril 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/534 989 330 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	631
Décision SAP/2012-1 du 30 avril 2012 portant refus partiel d'agrément d'un organisme de services à la personne.....	632
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	632
RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS.....	632
Arrêté N° 2012-DREAL-RMN-58 du 25 avril 2012 autorisant à déroger à l'interdiction de capture ou enlèvement, mutilation par prélèvements de tissus, perturbation intentionnelle, transport, utilisation, naturalisation, détention ou destruction de spécimens de Mulette épaisse, Unio crassus.....	632
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	634
SIV – Agrément des professionnels du commerce de l'automobile - Arrêté de délégation de signature du 2 avril 2012.....	634
Arrêté du 16 avril 2012 portant délégation de signature.....	634
Décision de délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire en date du 16 avril 2012.....	634
Arrêté du 16 avril 2012 accordant délégation de signature.....	635
Arrêté du 16 avril 2012 portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation.....	635
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	636
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	636

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/056 du 28 mars 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Sainte-Pôle.....	636
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/115 du 23 mars 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Hannonville-Suzemont.....	636
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/185 du 28 mars 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Migneville.....	637
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 178 du 23 avril 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Socourt - Charmes - Saint-Remimont - Grippont -	
Demande d'autorisation d'exploiter n° 3301.....	637
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 236 du 23 avril 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bathelémont-lès-Bauzemont - Demande d'autorisation	
d'exploiter n° 3349.....	638
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 237 du 23 avril 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Migneville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3313	
.....	638
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 238 du 23 avril 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Xirocourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3316.639	
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 239 du 23 avril 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ormes-&-Ville - Benney - Lemainville - Demande	
d'autorisation d'exploiter n° 3354.....	639
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 240 du 23 avril 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haigneville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3355	
.....	640
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 241 du 23 avril 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Remenoville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3350	
.....	640
Unité forêt chasse.....	641
Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux	
cultures et aux récoltes agricoles - Barème 2011 (5e partie).....	641
Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux	
cultures et aux récoltes agricoles - Barème 2012 (1re partie).....	641
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	642
SOLIDARITE - INSERTION.....	642
Arrêté n° DDCS/SI/2012-06 du 27 mars 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des	
Majeurs.....	642
Arrêté n° DDCS/SI/2012-07 du 27 mars 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des	
Majeurs.....	642
Arrêté n° DDCS/SI/2012-08 du 27 mars 2012 complétant et modifiant l'arrêté n° DDCS/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des Mandataires	
Judiciaires à la Protection des Majeurs du département de Meurthe-et-Moselle.....	643
SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST.....	644
AFFAIRES JURIDIQUES.....	644
Arrêté du 26 avril 2012 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à	
l'ingénierie publique.....	644
Arrêté du 26 avril 2012 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative aux	
avis à la batellerie.....	644
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	645
AUTRES SERVICES.....	645
FRANCE TELECOM - ORANGE.....	645
UNITE DE PILOTAGE RESEAU NORD-EST.....	645
Travaux de construction d'un nouveau réseau de communications électroniques sur les communes de Francheville (code postal 54200, code INSEE	
54208) et Jaillon (code postal 54200, code INSEE 54272).....	645
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	646
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	646
Avis de concours sur titres d'Ouvrier Professionnel Qualifié en date du 30 avril 2012.....	646
Avis de concours sur titres de Conducteur Ambulancier de 2e catégorie en date du 30 avril 2012.....	646
CENTRE HOSPITALIER DE REMIREMONT.....	647
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	647
Concours interne sur titres du 1er mai 2012 pour le recrutement d'un Maître Ouvrier – spécialité mécanique.....	647

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES***Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale - Antenne de Nancy*

Arrêté S.G.A.R. n° 2012-47 en date du 13 février 2012 portant modification n° 1 des membres du conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de Défense Est et de Sécurité Est,
Préfet de la Moselle,

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L.213-2, L.231-2 à L.231-6-1 et D.231-1 à D.231-4 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2011-362 bis du 7 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle ;
VU les désignations formulées par les organisations habilitées ;
SUR proposition du Chef de l'antenne interrégionale de Nancy de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe à l'arrêté S.G.A.R. n° 2011-362 bis du 7 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle est complétée comme suit :
Parmi les représentants des assurés sociaux désignés au titre de :

La Confédération Générale du Travail (CGT)

- Est nommé : Suppléant : Monsieur COMONT Arnaud

La Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC)

- Est nommé : Suppléant : Monsieur KUCABA Jacques

Parmi les représentants des travailleurs indépendants désignés au titre de :

L'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

- Est nommé : Titulaire : Monsieur HENRY Claude

Article 2 : La Secrétaire Générale pour les Affaires régionales de Lorraine, le Préfet du département de Meurthe et Moselle et le Chef de l'antenne de Nancy de la Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint pour les Affaires Régionales,
Marie-Blanche BERNARD

Arrêté S.G.A.R. n° 2012-98 en date du 19 mars 2012 portant modification n° 2 des membres du conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de Défense Est et de Sécurité Est,
Préfet de la Moselle,

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L.213-2, L.231-2 à L.231-6-1 et D.231-1 à D.231-4 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2011-362 bis du 7 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle ;
VU les désignations formulées par les organisations habilitées ;
SUR proposition du Chef de l'antenne interrégionale de Nancy de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe à l'arrêté S.G.A.R. n° 2011-362 bis du 7 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Meurthe et Moselle est modifiée comme suit :

En tant que représentants des employeurs sur désignation du :

Mouvement des entreprises de France (MEDEF)

- Est nommé : Titulaire : Monsieur COSNEFROY Francis

- Est nommée : Suppléante : Madame GONDALLIER DE TUGNY Virginie

- Retrait de : Madame NORIS Fanny

Article 2 : La Secrétaire Générale pour les Affaires régionales de Lorraine, le Préfet du département de Meurthe et Moselle et le Chef de l'antenne de Nancy de la Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Christian GALLIARD DE LAVERNEE

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY*Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales*

Arrêté du 18 avril 2012 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans les communes du département qui en comportent plusieurs - Année 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Electoral, notamment les articles L..13, L.14, L.17 et R.40,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2011 donnant délégation de signature à Madame Christine BOEHLER, Sous-Préfète de BRIEY,
VU les demandes des maires des communes concernées,
CONSIDERANT que dans certaines communes de l'arrondissement de BRIEY il y a lieu de faciliter l'exercice du droit de vote en créant plusieurs bureaux de vote,

ARRETE

Article 1er : Dans les communes désignées ci-après qui comportent plusieurs bureaux de vote, les assemblées électorales se réuniront pendant la période comprise entre le 1er mars 2012 et le 28 février 2013 dans les conditions ci-dessous :

- à ALLAMONT :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie d'ALLAMONT
 - ☐ 2ème bureau : mairie annexe de DOMPIERRE
- à ALLONDELLE LA MALMAISON :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : salle polyvalente à ALLONDELLE
 - ☐ 2ème bureau : ancienne école de LA MALMAISON
- à AUBOUE :
 - dans 3 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie
 - ☐ 2ème bureau : école Henri Wallon
 - ☐ 3ème bureau : lycée régional Fulgence Bienvenue
- à AUDUN LE ROMAN :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : école maternelle
 - ☐ 2ème bureau : école primaire
- à BASLIEUX :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie
 - ☐ 2ème bureau : salle polyvalente des Cités
- à BRIEY :
 - dans 4 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie de BRIEY
 - ☐ 2ème bureau : école maternelle Saint-Exupéry
 - ☐ 3ème bureau : école primaire Louis Pergaud
 - ☐ 4ème bureau : école maternelle Yvonne Humbert
- à CONFLANS EN JARNISY :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie école (1)
 - ☐ 2ème bureau : mairie école (2)
- à COSNES ET ROMAIN :
 - dans 3 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie, rue du Languedoc
 - ☐ 2ème bureau : école de ROMAIN
 - ☐ 3ème bureau : école de VAUX
- à CRUSNES :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie de CRUSNES Village
 - ☐ 2ème bureau : annexe de mairie groupe scolaire 3ème avenue
- à DONCOURT LES LONGUYON :
 - dans 2 bureaux :
 - ☐ 1er bureau : DONCOURT Village - ancienne salle de classe
 - ☐ 2ème bureau : DONCOURT Cités - annexe de mairie
- à GRAND FAILLY :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : salle des fêtes
 - ☐ 2ème bureau : ancienne école de PETIT XIVRY
- à HAUCOURT MOULAIN :
 - dans 3 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : M.J.C. « MILLE CLUBS »
 - ☐ 2ème bureau : ancienne école de MOULAIN
 - ☐ 3ème bureau : école Jean Moulin
- à HERSERANGE :
 - dans 3 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : hôtel administratif (1)
 - ☐ 2ème bureau : hôtel administratif (2)
 - ☐ 3ème bureau : hôtel administratif (3)
- à HOMECOURT :
 - dans 4 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : hôtel de ville
 - ☐ 2ème bureau : école maternelle Louise Michel
 - ☐ 3ème bureau : école maternelle Elsa Triolet
 - ☐ 4ème bureau : école maternelle Danielle Casanova
- à HUSSIGNY GODBRANGE :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : salle des fêtes Louis Aragon
 - ☐ 2ème bureau : école Jacques Prévert
- à JARNY :
 - dans 7 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie - salle du conseil
 - ☐ 2ème bureau : salle de quartier Jules Ferry

- ☐ 3ème bureau : salle de quartier de Droitaumont
- ☐ 4ème bureau : école maternelle Yvonne Imbert
- ☐ 5ème bureau : salle de quartier de Moulinelle
- ☐ 6ème bureau : école Langevin Wallon
- ☐ 7ème bureau : salle de quartier Saint Exupéry
- à JOEUF :
 - dans 6 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : école maternelle mairie
 - ☐ 2ème bureau : école mairie
 - ☐ 3ème bureau : école de Ravenne
 - ☐ 4ème bureau : école maternelle Louise Michel
 - ☐ 5ème bureau : salle des sports
 - ☐ 6ème bureau : centre associatif « Michel Wale »
- à LANTEFONTAINE :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : école de LANTEFONTAINE
 - ☐ 2ème bureau : salle socio-éducative
- à LES BAROCHES :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie des BAROCHES
 - ☐ 2ème bureau : école de GENAVILLE
- à LEXY :
 - dans 4 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : foyer municipal (1)
 - ☐ 2ème bureau : centre de loisirs
 - ☐ 3ème bureau : foyer des anciens
 - ☐ 4ème bureau : école Jean Macé (bâtiment Studal)
- à LONGUYON :
 - dans 4 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : école maternelle Paul Marie (1)
 - ☐ 2ème bureau : école maternelle Paul Marie (2)
 - ☐ 3ème bureau : école maternelle Langevin-Wallon Allondières
 - ☐ 4ème bureau : école maternelle Jacques Cartier
- à LONGWY :
 - dans 11 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : salle Legras gauche
 - ☐ 2ème bureau : salle Legras droite
 - ☐ 3ème bureau : école maternelle Edouard Dreux
 - ☐ 4ème bureau : salle Gérard de Kanel gauche
 - ☐ 5ème bureau : salle Gérard de Kanel droite
 - ☐ 6ème bureau : résidence Rameau gauche
 - ☐ 7ème bureau : résidence Rameau droite
 - ☐ 8ème bureau : école maternelle Porte de Bourgogne
 - ☐ 9ème bureau : école primaire du Pulventeux
- à MAIRY MAINVILLE :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : salle municipale de MAIRY
 - ☐ 2ème bureau : salle municipale de MAINVILLE
- à MEXY :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : bâtiment péri-scolaire LA CAPUCINE
 - ☐ 2ème bureau : bâtiment péri-scolaire LA CAPUCINE
- à MOINEVILLE :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie de MOINEVILLE
 - ☐ 2ème bureau : maison communale de BEAUMONT
- à MONTIGNY SUR CHIERS :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie de MONTIGNY
 - ☐ 2ème bureau : école de FERMONT
- à MONT SAINT MARTIN :
 - dans 6 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : hôtel de ville
 - ☐ 2ème bureau : centre Victor Hugo (1)
 - ☐ 3ème bureau : salle municipale de Piedmont
 - ☐ 4ème bureau : école maternelle Jean Macé
 - ☐ 5ème bureau : salle Erckmann Chatrian
 - ☐ 6ème bureau : centre Victor Hugo (2)
- à MORFONTAINE :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie de MORFONTAINE
 - ☐ 2ème bureau : salle polyvalente, rue Gabriel Péri
- à MOUTIERS :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie
 - ☐ 2ème bureau : foyer des anciens
- à REHON :
 - dans 4 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie de REHON, salle du conseil
 - ☐ 2ème bureau : groupe scolaire de HEUMONT (1)

- ☐ 3ème bureau : groupe scolaire de HEUMONT (2)
- ☐ 4ème bureau : salle de la jeunesse – 12 rue de Longwy
- à SAULNES -
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : salle des fêtes (1)
 - ☐ 2ème bureau : salle des fêtes (2)
- à THIL :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : foyer des personnes âgées
 - ☐ 2ème bureau : « local point de rencontre Sainte Claire » Cités du stand
- à TRIEUX :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie
 - ☐ 2ème bureau : centre Louise Michel
- à TUCQUEGNIEUX :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie (1)
 - ☐ 2ème bureau : mairie (2)
- à VALLEROY :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie
 - ☐ 2ème bureau : salle des fêtes
- à VILLERUPT :
 - dans 7 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : hôtel de ville I
 - ☐ 2ème bureau : hôtel de ville II
 - ☐ 3ème bureau : école Bara
 - ☐ 4ème bureau : école maternelle Joliot Curie
 - ☐ 5ème bureau : école maternelle Joliot Curie
 - ☐ 6ème bureau : ancienne école Jean Jaurès
 - ☐ 7ème bureau : école maternelle Paul Langevin
- à VIVIERS SUR CHIERS :
 - dans 3 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie-école de VIVIERS
 - ☐ 2ème bureau : école de BRAUMONT
 - ☐ 3ème bureau : école de REVEMONT

Article 2 : Les bureaux ainsi constitués serviront pour l'établissement des listes électorales qui seront arrêtées le 29 février 2012.

Article 3 : Les militaires et les Français établis hors de France dont il sera impossible de localiser l'attache avec la circonscription d'un bureau de vote des communes désignées à l'article 1er seront inscrits sur la liste électorale du 1er bureau de vote de cette commune.

Article 4 : Les communes qui ne sont pas citées à l'article premier disposent d'un bureau de vote unique.

Article 5 : En cas de modification du nombre et ou de l'implantation de bureaux de vote d'une commune, un arrêté modificatif pour cette seule commune sera pris ; ce présent arrêté continuant à s'appliquer pour toutes les autres circonscriptions.

Article 6 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme la Sous-Préfète de BRIEY, Mmes et MM. les Maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.
Briey, le 18 avril 2012

Pour le Préfet de par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

Bureau des actions locales et affaires interministérielles

Arrêté du 27 avril 2012 modifiant les statuts du syndicat intercommunal des Eaux de Baccarat-Lachapelle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-2 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 16/01/2012 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral du 01 août 1936 autorisant la création du syndicat intercommunal des eaux de Baccarat-Lachapelle ;

VU la délibération du syndicat intercommunal des eaux de Baccarat-Lachapelle, autorisant la modification de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1er août 1936 afin de prolonger la durée de vie du syndicat de 3 ans à compter du 1er août 2011 ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :

- BACCARAT en date du 06 Février 2012,

- LACHAPELLE en date du 27 Janvier 2012,

sollicitant la prolongation de la durée de vie du syndicat des eaux de Baccarat-Lachapelle pour 3 années à compter du 1er août 2011 ;

CONSIDERANT que la majorité qualifiée requise par les articles L 5211-5 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

A R R E T E

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1er août 1936 est modifié par les dispositions suivantes :

La durée de vie du syndicat intercommunal des eaux de Baccarat-Lachapelle est prolongée de 3 ans à compter du 1er août 2011.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal des eaux de Baccarat-Lachapelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Bureau du cabinet

Arrêté du 16 avril 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à M. Ludovic BOUTET, gendarme, et M. Hadrien DECK, gendarme réserviste

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

VU le décret n° 70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

SUR proposition du lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à

- M. Ludovic BOUTET, gendarme ;

- M. Hadrien DECK, gendarme réserviste.

Le 12 mars 2012, à 22 H 30, à Champigneulle, les gendarmes BOUTET et DECK ont sauvé de la noyade une personne âgée qui venait de tomber dans le canal.

Le sang-froid et le courage de ces deux fonctionnaires ont permis de sauver la vie de cette femme malgré l'obscurité, le froid et une eau à 5°.

Article 2 : la sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 19 avril 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à M. Jocelyn MARLY, caporal

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

VU le décret n° 70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

SUR proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

ARRETE

Article 1er : la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à

- M. Jocelyn MARLY, caporal.

Le 16 mars 2012, à Pont-à-Mousson, le caporal Jocelyn MARLY a sauvé de la noyade une personne qui était tombée dans la rivière Moselle, à hauteur du pont Gélot.

Le sang-froid et le courage de ce fonctionnaire a permis de sauver la vie de cette femme malgré des conditions difficiles (important courant, température de l'eau de 8°).

Article 2 : la sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des services d'incendie et de secours et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 19 avril 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Bureau des polices administratives

Arrêté n° 20083840 du 16 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la SAS NICOSIA INTERMARCHE à 54310 Homécourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. Robert MAILLOT, Président Directeur Général de la SAS NICOSIA INTERMARCHE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé rue Jean MOULIN, ZAC du HAUT DES TAPPES, Portail Nord, 54310 HOMECOURT ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé, à la SAS NICOSIA INTERMARCHE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083840.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Robert MAILLOT, Président Directeur Général

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. Robert MAILLOT, Président Directeur Général de la SAS NICOSIA INTERMARCHE, ainsi qu'au Maire de la commune d'HOME COURT ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de Briey.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084351 du 16 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à LA POSTE à 54000 Nancy, dans l'établissement Nancy Saint-Nicolas

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997, modifié le 7 avril 2008, portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 2 Quai de la Bataille, 54000 NANCY, dans l'établissement Nancy Saint-Nicolas ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé, à LA POSTE est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084351.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Directeur d'établissement.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à M. le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084483 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à 54150 Briey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2004, modifié par arrêtés préfectoraux du 17 juillet 2008 et du 12 octobre 2010 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification de ce système de vidéoprotection autorisé à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :
- Rue du Temple (place du Château sur candélabre) 54150 BRIEY
- Parking sous-préfecture (façade arrière mairie) 54150 BRIEY
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur le Maire de Briey est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084483.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 28 juillet 2004 susvisé, modifié les 17 juillet 2008 et 12 octobre 2010.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Frédéric GALLAND, adjoint au Directeur Général des Services.

Article 3 : La modification porte sur l'ajout d'un nouveau poste de supervision, situé dans le bureau du service de Police Municipale, situé Espace Adrien Cyprien Duquesnoy, rue du Temple, 54150 Briey

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Maire ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.
Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084544 du 16 avril 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Musée « Les Sources d'Hercule » à 54120 Deneuvre

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 13 octobre 1998 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. Ludovic MARBACHE, agent en Charge du Musée « Les Sources d'Hercule », pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 2 rue de la Porte ST NICOLAS, 54120 DENEUVRE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 13 octobre 1998 sus-visé, au Musée « Les Sources d'Hercule » est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084544.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Ludovic MARBACHE, agent en Charge du Musée « Les sources d'Hercule ».

Article 3 : Aucun enregistrement des images n'est prévu.

Article 4 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à M. Ludovic MARBACHE, agent en Charge du Musée « Les sources d'Hercule », au Maire de DENEUVRE ainsi qu'au Sous-Préfet de Lunéville.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084560 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) à 54140 Jarville la Malgrange

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 24 février 2006 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 1, rue Edouard LALO, 54140 JARVILLE LA MALGRANGE, présentée par Monsieur Patrick DOMBROWSKI, responsable de territoire pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) sis 33, boulevard de la Motte à Nancy (54000) ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084560.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 24 février 2006 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Christophe DETHOREY, responsable d'agence.

Article 3 : Les modifications portent sur :

- Le nombre de caméras
- Le droit d'accès aux images
- La durée de conservation des images

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Patrick DOMBROWSKI, responsable de territoire pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) ainsi qu'au Maire de la commune de JARVILLE LA MALGRANGE.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084561 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) à 54320 Maxéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 24 février 2006 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 11 rue de la SEILLE, 54320 MAXEVILLE, présentée par Monsieur Laurent DUHAUT, responsable de territoire pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) sis 33, boulevard de la Motte à Nancy (54000) ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084561.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 24 février 2006 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Elise MANSION, responsable d'agence.

Article 3 : Les modifications portent sur :

- Le nombre de caméras
- Le droit d'accès aux images
- La durée de conservation des images

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Laurent DUHAUT, responsable de territoire pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) ainsi qu'au Maire de la commune de MAXEVILLE.
Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084562 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) à 54510 Tomblaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 24 février 2006 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 19, rue Camille DESMOULINS, 54510 TOMBLAINE, présentée par Monsieur Patrick DOMBROWSKI, responsable de territoire pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) sis 33, boulevard de la Motte à Nancy (54000) ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084562.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 24 février 2006 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Christophe DETHOREY, responsable d'agence.

Article 3 : Les modifications portent sur :

- Le nombre de caméras
- Le droit d'accès aux images
- La durée de conservation des images

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Patrick DOMBROWSKI, responsable de territoire pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) ainsi qu'au Maire de la commune de TOMBLAINE.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084563 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) à 54510 Tomblaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 24 février 2006 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 25, rue Camille DESMOULINS, 54510 TOMBLAINE, présentée par Monsieur Patrick DOMBROWSKI, responsable de territoire pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) sis 33, boulevard de la Motte à Nancy (54000) ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084563.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 24 février 2006 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Christophe DETHOREY, responsable d'agence.

Article 3 : Les modifications portent sur :

- Le nombre de caméras
- Le droit d'accès aux images
- La durée de conservation des images

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Patrick DOMBROWSKI, responsable de territoire pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) ainsi qu'au Maire de la commune de TOMBLAINE.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084565 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) à 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 février 2006 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 1, place des FLANDRES, 54500 VANDOEUVRE LES NANCY, présentée par Monsieur Patrick DOMBROWSKI, responsable de territoire pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) sis 33, boulevard de la Motte à Nancy (54000) ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

A R R E T E

Article 1er : MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084565.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 24 février 2006 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Denis THEKEN, responsable d'agence.

Article 3 : Les modifications portent sur :

- Le nombre de caméras
- Le droit d'accès aux images
- La durée de conservation des images

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Patrick DOMBROWSKI, responsable de territoire pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) ainsi qu'au Maire de la commune de VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084566 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) à 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 février 2006 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 4, rue de HARLEM, 54500 VANDOEUVRE LES NANCY, présentée par Monsieur Patrick DOMBROWSKI, responsable de territoire pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) sis 33, boulevard de la Motte à Nancy (54000) ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084566.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 24 février 2006 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Denis THEKEN, responsable d'agence.

Article 3 : Les modifications portent sur :

- Le nombre de caméras
- Le droit d'accès aux images
- La durée de conservation des images

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Patrick DOMBROWSKI, responsable de territoire pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT (MMH) ainsi qu'au Maire de la commune de VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084622 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la Communauté de Communes du Pays de Pont-à-Mousson à 54700 Pont-à-Mousson

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 avril 1999, modifié par arrêtés du 14 mai 2002 et du 10 novembre 2004, portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification de ce système de vidéoprotection autorisé situé à la Piscine, chemin des Foins, 54700 PONT-A-MOUSSON, présentée par M. Gilles CHOTEL, Directeur des sports à la Communauté de Communes du Pays de PONT-A-MOUSSON ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : La Communauté de Communes du Pays de PONT-A-MOUSSON est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084622.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 16 avril 1999 susvisé, modifié par arrêtés du 14 mai 2002 et du 10 novembre 2004

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Gilles CHOTEL, directeur des sports.

Article 3 : Les modifications portent sur le nombre de caméras et la durée de conservation des images.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Gilles CHOTEL, Directeur des sports à la Communauté de Communes du Pays de PONT-A-MOUSSON, ainsi qu'à Monsieur le Maire de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084634 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à POMONA TERRE AZUR à 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 14 août 2008 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisée présentée par Mme Annie CABS, Directrice de POMONA TERRE AZUR, pour l'établissement situé Marché de GROS, rue Jean MERMOZ, 54500 VANDOEUVRE LES NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : Mme Annie CABS, Directrice de POMONA TERRE AZUR est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084634.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 14 août 2008 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la Direction du magasin.

Article 3 : Les modifications portent sur le changement d'emplacement de 2 caméras.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Annie CABS, Directrice de POMONA TERRE AZUR ainsi qu'au Maire de VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20100065 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à L'établissement SEPHORA à 54045 Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2009 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisée situé Centre commercial SAINT SEBASTIEN, magasin n° 108, B.L. N° 93, rue des Ponts, 54045 NANCY, présentée par Monsieur Daniel CONDAMINAS, directeur sécurité SEPHORA ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : L'établissement SEPHORA est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20100065.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 27 octobre 2009 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la Direction sécurité SEPHORA

Article 3 : Les modifications portent sur :

- l'identité du Déclarant
- le nombre de caméras
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Daniel CONDAMINAS, directeur sécurité SEPHORA ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20100110 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à La REGION LORRAINE à Hageville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2010 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé aérodrome de Chambley Planet Air, 54890 HAGEVILLE, présentée par La REGION LORRAINE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : La REGION LORRAINE est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20100110.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 18 janvier 2010 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Laurent KARMANN, responsable du fonctionnement.

Article 3 : Les modifications portent sur le nombre de caméras et le droit d'accès aux images.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 05 jours.

Article 5 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Patrick ABATE, vice-président du Conseil Régional de Lorraine, au Maire de HAGEVILLE ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20100239 du 16 avril 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à l'établissement BRICOMARCHE à 54700 Pont-à-Mousson

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 février 2010 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification de ce système de vidéoprotection autorisé situé dans l'établissement BRICOMARCHE, RN 57, 54700 PONT-A-MOUSSON, présentée par M. Stéphane MORETTI, Président Directeur Général ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Stéphane MORETTI, Président Directeur Général, est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20100239.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 11 février 2010 susvisé.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la direction du magasin

Article 3 : Les modifications portent sur le nombre de caméras.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 5 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Stéphane MORETTI, Président Directeur Général ainsi qu'au Maire de la commune de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110496 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Salle Multiactivités Communale à 54550 Pont-Saint-Vincent

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur le Maire de PONT SAINT VINCENT, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé Salle Multiactivités Communale, 72 bis rue Jean Jaures, 54550 PONT SAINT VINCENT ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur le Maire de PONT SAINT VINCENT est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110496.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Maire de Pont Saint Vincent.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Maire de PONT SAINT VINCENT.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110500 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à C&A FRANCE à 54350 Mont-Saint-Martin

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par M. Denis MARZIAC, Risk Manager pour C&A FRANCE, pour l'installation d'un système de vidéoprotection dans l'établissement C&A situé Parc des trois Frontières, Parc des Emaux de Longwy, 54350 MONT SAINT MARTIN ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : La société C&A FRANCE est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110500.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Denis MARZIAC, Risk Manager.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Denis MARZIAC, Risk Manager pour C&A FRANCE, et dont une copie sera transmise au Maire de MONT SAINT MARTIN ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110501 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'IERL CHARAZEN COIFFURE à 54190 Villerupt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Mme Charaselle WASILEWSKI, gérante de l'IERL CHARAZEN COIFFURE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 24 bis avenue de la Libération, 54190 VILLERUPT ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Mme Charaselle WASILEWSKI, gérante de l'IERL CHARAZEN COIFFURE est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110501.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Charaselle WASILEWSKI, gérante.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Charaselle WASILEWSKI, gérante de l'IERL CHARAZEN COIFFURE, et dont une copie sera transmise au Maire de VILLERUPT ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110510 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Restaurant McDonald's à 54270 Essey-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Stéphane SCHERRER, franchisé pour la SARL PADDINGTON, Restaurant McDonald's, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 1 rue Christian MOENCH, 54270 ESSEY LES NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Stéphane SCHERRER, franchisé pour la SARL PADDINGTON, Restaurant McDonald's est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110510.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Stéphane SCHERRER, franchisé.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Stéphane SCHERRER, franchisé pour la SARL PADDINGTON, Restaurant McDonald's, et dont une copie sera transmise au Maire d'ESSEY LES NANCY.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110515 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « COLIN FRERES ARTS GRAPHIQUES » à 54320 Maxéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Philippe COLIN, gérant de « COLIN FRERES ARTS GRAPHIQUES », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 14 rue Blaise PASCAL, 54320 MAXEVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Philippe COLIN, gérant de « COLIN FRERES ARTS GRAPHIQUES » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110515.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Gilles COLIN, directeur commercial associé.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Philippe COLIN, gérant de « COLIN FRERES ARTS GRAPHIQUES », et dont une copie sera transmise au Maire de MAXEVILLE.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110539 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Salle des Sports à 54530 Pagny sur Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Mme la Maire de PAGNY SUR MOSELLE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Salle des Sports, rue de SERRE, 54530 PAGNY SUR MOSELLE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Mme la Maire de PAGNY SUR MOSELLE est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110539.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Claude VALENTIN, Adjoint au Maire.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme la Maire de PAGNY SUR MOSELLE, et dont une copie sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110540 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Foyer pour personnes âgées Paul Adam à 54600 Villers-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par M. Pascal JACQUEMIN, maire de VILLERS- LES-NANCY et gestionnaire du foyer pour personnes âgées « PAUL ADAM », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Foyer pour personnes âgées PAUL ADAM, 1 rue Jean GIRAUDOUX, 54600 VILLERS LES NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Pascal JACQUEMIN, maire de VILLERS LES NANCY, est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110540.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Sabine NOËL, responsable du foyer PAUL ADAM

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 08 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Pascal JACQUEMIN, maire de VILLERS LES NANCY.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110543 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à « TES TECHNIFOR SARL » à 54840 Gondreville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par M. Lilian CHAMPLON, gérant de TES TECHNIFOR SARL, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé ZAC Croix SAINT NICOLAS, 10 rue de LORRAINE, 54840 GONDREVILLE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Lilian CHAMPLON, gérant de TES TECHNIFOR SARL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110543.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Lilian CHAMPLON, gérant.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 08 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Lilian CHAMPLON, gérant de TES TECHNIFOR SARL, et dont une copie sera transmise au Maire de GONDREVILLE ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110562 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la CAFETERIA et BOUTIQUE de l'Hôpital MAILLOT à 54151 Briey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par M. Pascal MULOT, gérant de la CAFETERIA et BOUTIQUE de l'hôpital MAILLOT, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé HOPITAL MAILLOT, avenue Albert de BRIEY, 54151 BRIEY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Pascal MULOT, gérant de la CAFETERIA et BOUTIQUE de l'hôpital MAILLOT est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110562.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Pascal MULOT, gérant.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Pascal MULOT, gérant de la CAFETERIA et BOUTIQUE de l'hôpital MAILLOT, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110563 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société VB SERVICE à 54450 Herbévillers

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par M. Bernard VINCENT, gérant de la société VB SERVICE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé rue NEUVE, 54450 HERBEVILLERS ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Bernard VINCENT, gérant de la société VB SERVICE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110563.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Bernard VINCENT, gérant

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Bernard VINCENT, gérant de la société VB SERVICE, et dont une copie sera transmise au Maire d'HERBEVILLERS ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110578 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'EURL LIB'HAIR COIFF à 54300 Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Rémi BLIES, gérant de l'EURL LIB'HAIR COIFF, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 3 avenue de la Libération, 54300 LUNEVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Rémi BLIES, gérant de l'EURL LIB'HAIR COIFF est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110578.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Rémi BLIES, gérant.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Rémi BLIES, gérant de l'EURL LIB'HAIR COIFF, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110586 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL « LES 4 SAISONS » à 54400 Longwy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Mme Nathalie FERRIE, gérante de la SARL « LES 4 SAISONS », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 20 rue Victor HUGO, 54400 LONGWY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Mme Nathalie FERRIE, gérante de la SARL « LES 4 SAISONS » est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110586.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Nathalie FERRIE, gérante.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Nathalie FERRIE, gérante de la SARL « LES 4 SAISONS », et dont une copie sera transmise au Maire de LONGWY ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20110601 du 16 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL « AU PAIN QUI CHANTE » à 54300 Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par M. Thierry ANTOINE, gérant de la SARL « AU PAIN QUI CHANTE », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 23 rue Elisabeth CHARLOTTE, 54300 LUNEVILLE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 6 février 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : M. Thierry ANTOINE, gérant de la SARL « AU PAIN QUI CHANTE » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110601.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Thierry ANTOINE, gérant.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Thierry ANTOINE, gérant de la SARL « AU PAIN QUI CHANTE », et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120037 du 26 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL P. MANTEAU & CIE, CARREFOUR EXPRESS, à 54260 Longuyon

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Pierre MANTEAU, gérant de la SARL P. MANTEAU & CIE, CARREFOUR EXPRESS, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 32 rue de DEAUVILLE, 54260 LONGUYON ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Pierre MANTEAU, gérant de la SARL P. MANTEAU & CIE, CARREFOUR EXPRESS est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120037.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la direction du magasin.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Pierre MANTEAU, gérant de la SARL P. MANTEAU & CIE, CARREFOUR EXPRESS, et dont une copie sera transmise au Maire de LONGUYON ainsi qu'à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 26 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120046 du 26 avril 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au CINEMA IMPERIAL à 54300 Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur François VILQUIN, directeur technique du CINEMA IMPERIAL, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 39 rue de la REPUBLIQUE, 54300 LUNEVILLE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 23 avril 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur François VILQUIN, directeur technique du CINEMA IMPERIAL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120046.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur François VILQUIN, directeur technique.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 1 jour.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 : La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 : Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur François VILQUIN, directeur technique du CINEMA IMPERIAL, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 26 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Délais et voies de recours

Si vous souhaitez contester les présentes décisions administratives, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de leur notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.

- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB : Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification des décisions contestées. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES**Bureau de la citoyenneté****Arrêté du 26 avril 2012 portant habilitation funéraire à la SARL AMBULANCES NORD LORRAINE SERVAGI à Longwy (54400)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU la demande d'habilitation présentée par M. Mathieu SERVAGI, gérant de la SARL AMBULANCES NORD LORRAINE SERVAGI sise au n° 11 rue Abbé Friclot à LONGWY (54400) ;
CONSIDÉRANT que le dossier présenté est complet ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'entreprise AMBULANCES NORD LORRAINE SERVAGI est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière ;
- Le transport de corps après mise en bière ;
- L'organisation des obsèques ;
- Les soins de conservation par sous-traitance ;
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

Article 2 : Le numéro d'habilitation est le 2012-54-182.

Article 3 : La durée de la présente habilitation est de un an.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Mathieu SERVAGI, gérant de l'entreprise susvisée et dont une copie sera adressée aux :

- Sous-Préfet de BRIEY ;
- Maire de LONGWY ;
- Directeur de l'agence régionale de santé.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Voies et délais de recours

La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :

- *recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érnigac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*

- *recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.*

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales

Arrêté du 6 avril 2012 portant nomination de régisseurs titulaire et suppléants pour l'encaissement des amendes de police municipale de Rosières-aux-Salines

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales dont notamment son article L 2212-5,

VU le code de la route, dont notamment ses articles L 121-4 et R 130-2,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique dont notamment son article 18,

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976, relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs,

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,

VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1993, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et régisseurs de recettes,

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux, départementaux ou communaux relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,

VU l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2005 portant création d'une régie d'Etat permettant l'encaissement du produit des amendes de police municipale dressées sur le territoire de la commune de ROSIERES-AUX-SALINES,

VU l'arrêté du 28 novembre 2005 portant nomination de M. Laurent MAILHO, gardien de police municipale, en qualité de régisseur titulaire et de Mme Marie-Paule DEMONTE, conseillère municipale, en qualité de régisseur suppléant, de la régie d'Etat de ROSIERES-AUX-SALINES pour percevoir le produit des amendes de police municipale,

VU la lettre du 9 mars 2012, par laquelle le maire de ROSIERES-AUX-SALINES propose la nomination Mme Priscillia BOLARDI, agent de police municipale, en qualité de régisseur titulaire et de Mme Marie-Hélène BOUVIER, directrice générale des services de la commune, en qualité de régisseur suppléant de la régie d'Etat de police municipale pour l'encaissement du produit des amendes de police municipale,

VU l'avis favorable de M. le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 28 novembre 2005 est abrogé.

Article 2 : Mme Priscillia BOLARDI, agent de police municipale de la commune de ROSIERES-AUX-SALINES, est nommée en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires dressées sur le territoire de la commune précitée, en application des dispositions de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route.

Article 3 : Mme Priscillia BOLARDI encaisse et verse les fonds au centre des finances publiques de SAINT-NICOLAS-DE-PORC.

Article 4 : Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité conformément aux dispositions de l'arrêté du 3 septembre 2001.

Article 5 : Mme Marie-Hélène BOUVIER, directrice générale des services à la mairie de ROSIERES-AUX-SALINES, est nommée en qualité de régisseur suppléant de Mme Priscillia BOLARDI.

Article 6 : Le régisseur suppléant n'est pas habilité à dresser procès-verbal, compte tenu de sa fonction administrative au sein de la commune.

Article 7 : Les autres policiers municipaux sont, le cas échéant, désignés mandataires.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de ROSIERES-AUX-SALINES et le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par le maire aux régisseurs concernés. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

Nancy, le 6 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 20 avril 2012 prorogeant l'autorisation de l'occupation temporaire de parcelles pour la réalisation de pose d'écrans de protection phonique sur les communes de Gondreville, Velaine-en-Haye

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article 433-11 du code pénal ;

VU la loi du 29 décembre 1892 modifiée sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er juin 2011 autorisant l'occupation temporaire de parcelles pour la réalisation de pose d'écrans de protection phonique sur les communes de Dommartin-les-Toul, Gondreville, Velaine en Haye du 15 août 2011 au 15 mai 2012 ;

VU la demande de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine du 12 avril 2012 sollicitant la prorogation de l'autorisation pour les agents de la DREAL et les agents mandatés par eux d'occuper temporairement des propriétés privées pour permettre la réalisation de pose d'écrans de protection phonique sur les communes de Gondreville, Velaine-en-Haye jusqu'au 30 avril 2013 ;

VU les plans sur lesquels figure la surface qui doit être occupée et le tableau parcellaire des terrains ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'autorisation d'occupation temporaire des propriétés privées pour permettre la réalisation de pose d'écrans de protection phonique est prorogée jusqu'au 30 avril 2013, sur le territoire des communes de Gondreville, Velaine-en-Haye, suivant les parcelles désignées sur les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté.

Article 2 : Chacun des agents sera en possession d'une copie du présent arrêté ainsi qu'un ordre de mission qui devront être présentés à toute réquisition.

Article 3 : L'occupation des terrains ci-dessus désignés ne pourra avoir lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 décembre 1892 modifiée.

Article 4 : Les maires sont invités à prêter, s'il y a lieu, leur concours et, au besoin, l'appui de leur autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations envisagées.

En cas d'opposition à ces opérations, il est enjoint aux fonctionnaires municipaux et à tous les agents de la force publique d'intervenir pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché dans les communes concernées.

L'introduction des agents ne pourra, cependant, avoir lieu à l'intérieur des propriétés closes que cinq jours après notification du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété. Ces notifications seront effectuées par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Article 6 : La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois de sa date.

Article 7 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, les maires des communes de Gondreville, Velaine-en-Haye, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur départemental des territoires.

Nancy, le 20 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 30 avril 2012 portant déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) dénommée « La Haie Cerlin » située sur le territoire de la commune de Seichamps

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la délibération n° B09/02 du 25 février 2009 du bureau de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL) approuvant la convention de veille active et de maîtrise foncière opérationnelle à passer avec la Communauté Urbaine du Grand Nancy et la SOLOREM, et chargeant son Directeur Général de mener à bonne fin les acquisitions foncières nécessaires à l'aménagement de la ZAC « La Haie Cerlin » ;

VU la délibération n° B09/03 du 25 février 2009 du bureau de l'EPFL autorisant son Directeur Général à solliciter la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de la ZAC « La Haie Cerlin » en vue de permettre les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de ce projet ;

VU la délibération n° 13 du 26 juin 2009 de la Communauté Urbaine du Grand Nancy approuvant notamment la convention de veille active et de maîtrise foncière opérationnelle concernant la ZAC « La Haie Cerlin », et autorisant son Président à signer cette convention ;
VU la convention de veille active et de maîtrise foncière opérationnelle conclue entre l'EPFL, la SOLOREM et la Communauté Urbaine du Grand Nancy concernant la ZAC « La Haie Cerlin » située à Seichamps ;
VU l'avis de l'autorité compétente en matière d'environnement du 14 décembre 2010 ;
CONSIDÉRANT que le Directeur Général de l'EPFL a sollicité, par courrier du 31 janvier 2012, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC dénommée « La Haie Cerlin » située à Seichamps ;
CONSIDÉRANT que j'ai ordonné, par arrêté préfectoral du 15 février 2012, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé du 5 mars 2012 au 5 avril 2012 inclus ;
CONSIDÉRANT que le commissaire-enquêteur a émis le 17 avril 2012 un avis favorable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC dénommée « La Haie Cerlin » à Seichamps ;
CONSIDÉRANT, après analyse du dossier soumis à enquête publique, et à la lecture des observations du public formulées pendant l'enquête, des conclusions du commissaire-enquêteur sur ce projet et de l'avis émis par l'autorité compétente en matière d'environnement, que les avantages du projet l'emportent sur ses inconvénients ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les travaux nécessaires à l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée à vocation résidentielle dénommée « La Haie Cerlin » située sur le territoire communal de Seichamps sont déclarés d'utilité publique.

Article 2 : La présente déclaration d'utilité publique est prononcée au profit de L'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL).

Article 3 : L'acquisition par L'EPFL des parcelles nécessaires à la réalisation du projet visé à l'article 1er du présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation.

Article 4 : L'expropriation doit être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché dans la commune de Seichamps pendant deux mois aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs, et fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'établissement public foncier de Lorraine ainsi que le maire de la commune de Seichamps sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à :

- Mme la présidente du tribunal administratif de Nancy ;
 - M. le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;
 - M. Gérard CAUQUELIN – commissaire-enquêteur ;
 - M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 30 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté N° 12.BI.26 du 30 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le règlement des adjudications de chasse en forêt domaniale approuvé le 27 novembre 2002 par le Conseil d'administration de l'Office National des Forêts ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, afin de présider la vente par adjudication publique partielle sur soumissions cachetées du droit de chasse à tir qui aura lieu le mercredi 30 mai 2012 au Campus de l'ONF à Velaine-en-Haye (54840).

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL et le directeur territorial de l'ONF de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de TOUL et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle..

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 30 avril 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail ;
VU le code de commerce ;
VU le code de la consommation ;
VU le code du tourisme ;
VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;
 VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
 VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
 VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
 VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
 VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 VU la circulaire conjointe n° 1399 du 18 octobre 2011 des Ministres de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative au transfert de certaines attributions touristiques aux DIRECCTE ;
 VU l'arrêté conjoint du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 nommant Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine à compter du 1^{er} mai 2012 ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.17 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences et au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle, les décisions, actes administratifs et correspondances dans les domaines suivants :

1) Travail et Emploi

Nature du pouvoir	Textes (Code du Travail : CT)
1 – Salaires - établissement du tableau des temps nécessaires à l'exécution des travaux des travailleurs à domicile - fixation du salaire horaire minimum et des frais d'atelier ou accessoires des travailleurs à domicile - remboursement de la part de l'Etat en matière de rémunération mensuelle minimale	CT : 7 ^{ème} partie – Livre 4 ^{ème} – Titres I et II CT : 3 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre III – Chapitre II
2 – Négociation collective Fondement de la qualification des catégories d'emploi menacées dans le cadre de la négociation triennale	CT : 2 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre IV – Chapitres I et II
3 – Agences de mannequins Attribution, renouvellement, suspension, retrait de la licence d'agence de mannequins	CT : 7 ^{ème} partie – Livre 1 ^{er} – Titre II – Chapitre III
4 – Travailleurs étrangers - décisions et visas portant sur les autorisations de travail - visa des conventions de stage	CT : 5 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre II CEDESA – Livre III
5 – Apprentissage et Alternance - contrats d'apprentissage - décision à l'opposition d'engagement d'apprentis et à la poursuite des contrats en cours - enregistrement des contrats d'apprentissage dans le secteur public - agrément (délivrance, suspension, retrait) de maître d'apprentissage pour les personnes morales de droit public - contrat de professionnalisation	CT : 6 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre II – Chapitres III, IV et V Loi n° 92-675 du 17/07/1992 Décret 92-1258 du 30/11/1992 CT : 6 ^{ème} partie – Livre 3 ^{ème} – Titre II – Chapitre V
6 – Congés payés - action en dommages et intérêts contre un salarié qui travaille pendant ses congés payés - agrément des contrôleurs des caisses de congés payés	CT : 3 ^{ème} partie – Livre 1 ^{er} – Titre IV
7 – Emploi 7.1 – Chômage partiel - attribution de l'allocation spécifique de chômage partiel - conventions de prise en charge des indemnités complémentaires dues aux salariés en chômage partiel - décisions relatives à la situation des salariés employés par une entreprise en suspension temporaire d'activité (au-delà de 3 mois) - conventions d'activité partielle de longue durée - participation de l'Etat à l'allocation complémentaire versée par l'entreprise en matière de rémunération mensuelle minimale garantie	CT : 5 ^{ème} partie – Livre 1 ^{er} – Titres I et II CT : 3 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre III – Chapitre II

<p>7.2 – Conventions du Fonds National de l'Emploi (FNE) dans le cadre de la restructuration des entreprises et de l'adaptation à l'emploi</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'allocation spéciale en cas de licenciement de travailleurs âgés - d'allocation temporaire dégressive - de congés de conversion - de cellule de reclassement - de formation et d'adaptation professionnelle - de cessation d'activité de certains travailleurs salariés - de conversion, d'adaptation ou de prévention <p>7.3 – Convention d'appui ou de sensibilisation à l'élaboration de plans de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences</p> <p>7.4 – Aide à l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi dans le cadre d'accords pour l'emploi</p> <p>7.5 – Contrat unique d'insertion, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat d'avenir, contrat initiative emploi, contrat insertion-revenu minimum d'activité. Accompagnement salariés en contrats aidés Décision de reversement des aides et cotisations sociales en cas de rupture d'un CAE ou d'un CIE. Prime retour à l'emploi.</p> <p>7.6. – Dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise</p> <p>7.7 – Décisions et conventions relatives à l'insertion par l'activité économique. Attribution des aides – Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique</p> <p>7.8 – Aide aux chômeurs, créateurs ou repreneurs d'entreprises</p> <p>7.9 – Conventions de promotion de l'emploi</p> <p>7.10 – CIVIS / Fonds pour l'insertion professionnelle des jeunes (FIPJ)</p> <p>7.11 – Conventions liées aux dispositifs locaux d'accompagnement</p> <p>7.12 – Délivrance, extension, renouvellement, retrait d'agrément des associations, entreprises et autres personnes morales dont l'activité porte sur les services à la personne</p> <p>7.13 – Agrément relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production (SCOP)</p> <p>7.14 – Décisions embauche en ZRU et ZUS</p>	<p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titres I et II</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre II</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre II</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre III – Chapitres I, III et IV</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre III – Chapitre IV</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre III – Chapitre II</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre IV</p> <p>CT : 6^{ème} partie – Livre 3^{ème} – Titre II – Chapitre V Circulaires DGEFP 97-08 du 25/4/97 et 04-07 du 16/02/2004</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre III – Chapitre I Circulaires DGEFP n°2002-16 du 25/3/2002, n°2003-04 du 4/3/2003 et du 09/7/2007</p> <p>CT : 7^{ème} partie – Livre 2^{ème} – Titre III</p> <p>Loi n° 78-763 du 19/07/1978</p> <p>Loi n° 96-987 du 14/11/1996</p>
<p>8 – Travailleurs privés d'emploi / Décisions relatives aux droits du régime de solidarité et aux droits à revenu de remplacement</p> <ul style="list-style-type: none"> - exclusion temporaire ou définitive des droits à l'allocation de recherche d'emploi, d'allocation temporaire d'attente ou d'allocation de solidarité spécifique et prononcé de sanctions administratives - refus d'ouverture des droits à l'allocation de solidarité spécifique et de son renouvellement - refus d'ouverture rétroactive du droit à l'allocation équivalent retraite 	<p>CT : 5^{ème} partie – Livre 4^{ème} – Titres I et II</p>
<p>9 – Formation professionnelle et certification</p> <ul style="list-style-type: none"> - délivrance des titres professionnels du ministère chargé de l'emploi et validation de jury - remboursement des rémunérations perçues par les stagiaires AFPA abandonnant, sans motif valable, leur stage de formation - validation des acquis de l'expérience 	<p>Loi n° 2002-73 du 17/01/2002 Décret n° 2002-1029 du 2/8/2002</p> <p>CT : 6^{ème} partie – Livre 3^{ème} – Titre IV – Chapitre I</p> <p>Loi n° 2002-73 du 17/01/2002 Décret n° 2002-615 du 26/04/2002</p>
<p>10 – Travailleurs handicapés</p> <ul style="list-style-type: none"> - déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (contrôle, émission des titres de perception à l'encontre des employeurs ne respectant pas l'obligation d'emploi) - agrément des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement en faveur des travailleurs handicapés <p>Exonération partielle de l'obligation d'emploi.</p> <ul style="list-style-type: none"> - subvention d'installation des travailleurs handicapés - aides financières en faveur de l'insertion des travailleurs handicapés - conventionnement d'organismes assurant des actions d'insertion des travailleurs handicapés - décisions sur la reconnaissance de la lourdeur du handicap - conventionnement d'aide au poste dans les entreprises adaptées - prime pour l'embauche d'un jeune handicapé en contrat d'apprentissage 	<p>CT : 5^{ème} partie – Livre 2^{ème} – Titre I</p> <p>CT : 6^{ème} partie – Livre 2^{ème} – Titre II – Chapitre II</p>
<p>11 – Conseiller du salarié</p> <ul style="list-style-type: none"> - remboursement aux employeurs des salaires maintenus aux conseillers du salarié pour l'exercice de leur mission - remboursement des frais de déplacement exposés par les conseillers du salarié 	<p>CT : 1^{ère} partie – Livre 2^{ème} – Titre III – Chapitre II</p>

2) Métrologie

Décisions, actes et correspondances relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine dans le domaine de la métrologie légale :

- dans le cadre du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure :

- * approbation du système d'assurance qualité mis en œuvre par le fabricant ou le réparateur pour la vérification primitive des instruments (article 18 – 3^{ème} alinéa) ;
- * approbation du système d'assurance qualité mis en œuvre par l'installateur pour la vérification de l'installation d'un instrument (article 23 – 3^{ème} alinéa) ;
- * agrément du système d'assurance qualité des organismes de contrôle (article 37 – 2^{ème} alinéa) ;
- * dérogations lorsque les conditions techniques et d'usage d'un instrument ne permettent pas de respecter la réglementation (article 41) ;
- * retrait ou suspension d'agrément (article 39) ;
- agrément des organismes prévus par les arrêtés réglementant les catégories d'instruments de mesure (articles 22, 28 et 33 du décret précité et article 20 de l'arrêté du 1^{er} mars 1990 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret) ;
- attribution de marque d'identification (article 27 de l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1990) ;
- agrément des installateurs, réparateurs de chronotachygraphes et des centres de vérifications périodiques (décret n° 81-883 du 14 septembre 1981 et arrêté du 26 novembre 1986 modifiés) ;
- agrément des organismes pour la vérification périodique des taximètres (arrêté ministériel du 18 juillet 2001, article 12) ;
- décisions d'approbation de plans de camion-citerne (ordonnance n° 42-2405 du 18 octobre 1945 et arrêté du 1^{er} juillet 1976, article 14) ;
- décisions d'agrément de plans de réservoir de stockage de liquides autres que les vins et alcools (ordonnance n° 42-405 du 18 octobre 1945 relative au mesurage du volume des liquides et circulaire 76.1.01.327.000 du 6 mai 1976) ;
- agrément d'organismes pour la réparation, l'installation, l'inspection des chronotachygraphes numériques (arrêté ministériel du 7 juillet 2004 relatif aux modalités du contrôle des chronotachygraphes numériques, articles 4 et 5).

3) Développement industriel et technologique

Décisions, actes et correspondances pris en application de la politique de développement industriel dans les conditions définies par le décret n° 83-568 du 27 juin 1983.

4) Concurrence, consommation et répression des fraudes

Décisions, actes et correspondances relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine en matière de contrôle du bon fonctionnement des marchés et des relations commerciales entre entreprises, de protection économique des consommateurs et de sécurité des consommateurs.

5) Tourisme

Actes et correspondances relatifs à la préparation et à la mise en œuvre des décisions en matière de classement des hébergements touristiques : hôtels, résidences de tourisme, terrains de camping, villages de vacances, parcs résidentiels de loisirs, villages résidentiels de tourisme et meublés de tourisme.

6) Organisation, fonctionnement des services et gestion du personnel

Décisions, actes et correspondances concernant :

- l'organisation et le fonctionnement des services sur lesquels il a autorité ;
- la gestion des personnels dans les conditions et suivant les modalités fixées par les textes en vigueur.

Article 2 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine peut, sous sa responsabilité et au nom du préfet, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs fonctionnaires et agents de l'État relevant de son autorité. La décision de subdélégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Demeurent réservées à la signature du préfet les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 12.BI.17 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 2 mai 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.OSD.03 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;
VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'État ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU le décret du président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU l'arrêté conjoint du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 nommant Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine à compter du 1er mai 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.OSD.01 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, en sa qualité de responsable d'unité opérationnelle, à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 des Budgets Opérationnels de Programme (BOP) centraux et régionaux suivants :

- Programme 102 : accès et retour à l'emploi
- Programme 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
- Programme 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
- Programme 155 : moyens de fonctionnement des DIRECCTE.

Cette délégation porte sur la réception des crédits, l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses et les opérations relatives aux recettes.

Article 2 : Demeurent réservés à la signature du préfet :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévue par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État.

Article 3 : Un compte rendu trimestriel d'utilisation des crédits sera adressé au préfet.

Article 4 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs fonctionnaires et agents de l'État placés sous son autorité.

La signature des agents habilités est accréditée auprès du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

La décision de subdélégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : L'arrêté préfectoral n° 12.OSD.01 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, et le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 2 mai 2012

Le Préfet,

Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est -M-54-024 en date du 27 avril 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'implantation de 2 panneaux à messages variables de type portique, sur l'autoroute A33 aux PR 4+140 (Clairlieu) et 6+775 (Houdemont), dans le sens Paris-Strasbourg

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 28/02/2012 présenté par le SESYR ;

VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 23/02/2012 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 02/03/2012 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 02/03/2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-009 du 06 mars 2012.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33
POINTS REPERES (PR) ET SENS	PMV 1-8 Clairlieu : PR 4+140 sens Paris-Strasbourg
	PMV 1-9 Houdemont : PR 6+775 sens Paris-Strasbourg
SECTION	Courantes
NATURE DES TRAVAUX	Pose de 2 PMV
PERIODE GLOBALE	Du 27 avril au 16 mai 2012
SYSTEME D'EXPLOITATION	Dévoiements, neutralisations de voies, basculements de circulation et fermeture d'une bretelle d'échangeur
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - SESYR
	MISE EN PLACE PAR : - SOTRAVEER avec surveillance CEI de Fléville.

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 2 au 3 mai 2012 de 21h00 à 6h00	AK5 PR 3+100 sens 1 AK5 PR 7+800 sens 2	Dépose des BT4 et du coffrage des massifs en accotement. Dépose du dévoiement.	A compter du 27 avril 2012, et jusqu'au 04 mai 2012, la vitesse au droit du chantier est limitée, dans les 2 sens de circulation, à 70 km/h de 21h00 à 6h00, et 90 km/h en journée. Neutralisation de la voie de gauche dans les 2 sens de circulation.
	Du 3 au 4 mai 2012 de 21h00 à 6h00	AK5 PR 3+100 sens 1 AK5 PR 7+800 sens 2	Reprise signalisation horizontale.	Neutralisation successive de la voie de gauche puis de la voie de droite par FLR, dans les 2 sens de circulation.
2	Du 10 au 11 mai 2012 de 21h00 à 6h00	AK5 PR 4+800 sens 1 AK5 PR 8+100 sens 2	Pose PMV 1-9 Houdemont.	Neutralisation des voies de gauche des sens Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris, et basculement du sens Paris-Strasbourg sur la voie de gauche du sens Strasbourg-Paris au niveau des ITPC des PR 6+120 et 6+850. Vitesse limitée à 50 km/h au droit des basculements et 70 km/h sur la zone à double sens de circulation. Dans le cadre des travaux la bretelle Neuves-maisons-Strasbourg de l'échangeur BRABOIS sera fermée à la circulation pour l'exécution des travaux. Déviation : Les usagers de la RD 974 désirant prendre l'A33 en direction de Strasbourg sont invités à rester sur la RD 974, prendre la bretelle Neuves-Maisons / Paris, la section courante de l'A33, la bretelle Strasbourg / Neuves-Maisons, la RD 974 et enfin la bretelle Nancy-Brabois - Strasbourg pour retrouver l'A33 en direction de Strasbourg.
3	Du 15 au 16 mai 2012 de 21h00 à 6h00	AK5 PR 2+000 sens1 AK5 PR 6+600 sens 2	Pose PMV 1-8 Clairlieu.	Neutralisation des voies de gauche des sens Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris, et basculement du sens Paris-Strasbourg sur la voie de gauche du sens Strasbourg-Paris au niveau des ITPC des PR 3+300 et 5+350. Vitesse limitée à 50 km/h au droit des basculements et 70 km/h sur la zone à double sens de circulation. Fermeture de l'aire de repos de Clairlieu.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Villers-les-Nancy et Houdemont ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Villers-les-Nancy et Houdemont.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 27 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté du 19 avril 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par le captage de Réhainviller, sur et au bénéfice de la commune de Réhainviller ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU les délibérations du conseil municipal de Réhainviller des 30 janvier 2003 et 09 décembre 2009 sollicitant la déclaration d'utilité publique d'établissement des périmètres de protection du captage de Réhainviller ;

VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête du 28 juillet 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage de Réhainviller, sur et par la commune de Réhainviller ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique établi en février 2009 et complété en mai 2009 ;

VU le courrier de régularisation du prélèvement au titre du code de l'environnement, délivré à la commune de Réhainviller le 5 septembre 2011 ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 07 novembre 2011 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 12 avril 2012 ;

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Réhainviller énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Réhainviller ;

CONSIDERANT que le captage de Réhainviller est classé dans la liste nationale des 500 captages GRENELLE pour laquelle des actions spécifiques sont à mettre en place afin de rétablir le bon état des masses d'eaux souterraines ;
 CONSIDERANT que l'emprise des périmètres de protection du captage de Réhainviller définis par l'arrêté préfectoral du 11 juillet 1977 recouvrent insuffisamment l'aire permettant l'alimentation de la source ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE**TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES****Article 1er** : Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par le captage de Réhainviller, au bénéfice de la commune de Réhainviller ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine au bénéfice de la commune de Réhainviller.

Article 2 : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par le captage de Réhainviller ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

TITRE II – DERIVATION DES EAUX**Article 3** : Situation

La commune de Réhainviller est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	Z =
Captage de Réhainviller	REHAINVILLER	2 B	02684X0018	905 109	2 402 952	237

Article 4 : Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 220 m³/j et 80000 m³/an tel que défini par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 5 : Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 : Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 : Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU**Article 8** : Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée.

8-1 - Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du captage de Réhainviller est situé sur la commune de Réhainviller et concerne la parcelle ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelle
REHAINVILLER	ZA	Terres de la Pingelle	2 B
Surface totale du périmètre			16 a 13 ca

8-2 - Périmètres de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée du captage de Réhainviller est situé sur les communes de Réhainviller, Xermaménil et Hériménil. Il est scindé en deux zones A et B. Des prescriptions spécifiques à chacune des zones doivent y être appliquées. Celles-ci sont énoncées à l'article 10.

Le périmètre de protection rapprochée A s'étend sur une surface de 10 hectares et le périmètre de protection rapprochée B comprend une surface de 27 hectares.

8-3 - Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée du captage de Réhainviller se situe sur les communes de Xermaménil et Hériménil. Il s'étend sur une surface d'environ 57 hectares et concerne les parcelles mentionnées sur le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté.

Article 9 : Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate (PPI)

Les terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate sont la propriété de la commune de Réhainviller et doivent le rester. Ils seront clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, etc.) n'y est autorisé.

Article 10 : Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée (PPR)

Des servitudes sont instituées sur les terrains des périmètres de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées ci-dessous.

Compte-tenu de la nécessité de diminuer la teneur en nitrates dans l'eau brute destinée à la consommation humaine, le périmètre de protection rapprochée du captage de Réhainviller est scindé en deux parties tel que mentionné sur le plan parcellaire :

- les terrains inclus dans la zone A sont remis et maintenus en herbe sans apport aucun de produit de nature à enrichir la nature du sol.

- les parcelles incluses dans la zone B sont soumises aux servitudes mentionnées ci-après.

A l'intérieur de ces périmètres (A et B) est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

Dans le périmètre de protection rapprochée A :

Dans cette zone enherbée, toute activité autre que celles directement liées à la fauche et à l'exportation de l'herbe est interdite. Aucun épandage ou traitement n'y est autorisé.

Dans le périmètre de protection rapprochée B :

10.1 - Travaux souterrains	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.1.1 La réalisation de mares et étangs.	10.1.2 L'ouverture et l'exploitation de carrières, gravières ou sablières est conditionnée à une étude hydrogéologique préliminaire destinée à vérifier l'absence de tout risque de contamination du captage et d'altération de son débit. 10.1.3 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus d'un mètre de profondeur est subordonnée à la mise en place d'un dispositif étanche de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles. Les fouilles ne sauraient constituer des drains ou des lieux privilégiés d'infiltrations rapides. 10.1.4 Le captage de source ou la création de puits ou forage dans le même aquifère ne doivent être réalisés que dans un but de renforcement ou de substitution à la ressource actuelle et ne peuvent être destinés qu'à l'alimentation publique. Les moyens d'exécution sont tels que l'étanchéité entre la surface et l'aquifère sera assurée. 10.1.5 Tout sondage de reconnaissance doit être réalisé dans les règles de l'art. Il est recimenté dès lors que son usage cesse. 10.1.6 Tout matériau de remblaiement doit être inerte et contrôlé au préalable avant mise en œuvre.

10.2 - Stockages et dépôts	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.2.1 Les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux. 10.2.2 Les stockages d'hydrocarbures, liquides inflammables, produits chimiques et effluents industriels. 10.2.3 Les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers). 10.2.4 Les stockages d'effluents domestiques collectifs. 10.2.5 Les stations d'épuration, le lagunage. 10.2.6 Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.	

10.3 - Canalisations	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.3.1 Les canalisations d'eaux usées industrielles et domestiques. 10.3.2 Les canalisations d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux excepté la canalisation de gaz haute pression.	

10.4- Rejets liquides	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.4.1 Les rejets d'eaux usées domestiques. 10.4.2 Les rejets d'eaux usées industrielles. 10.4.3 Les rejets d'effluents agricoles. 10.4.4 Les rejets d'installations autonomes de traitement d'eaux usées. 10.4.5 Les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.	

10.5 - Constructions	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.5.1 Les nouvelles constructions d'habitations. 10.5.2 Les campings, caravanings et annexes. 10.5.3 La création de cimetières. 10.5.4 Les installations classées. 10.5.5 Les silos produisant des jus de fermentation. 10.5.6 Les bâtiments d'élevage ou d'engraissement. 10.5.7 Les activités de loisir regroupant plus de 20 personnes.	10.5.8 Toute voirie, chemin d'exploitation existant ou futur ne doit pas constituer de risques particuliers pour les eaux souterraines (eaux stagnantes, risque accidentel de déversement...).

10.6 - Activités agricoles	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>Epandage</p> <p>10.6.1 L'épandage de fumier, lisier, boues de station d'épuration.</p> <p>Pratiques culturales</p> <p>10.6.2 La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté excepté pour un réensemencement immédiat.</p> <p>Autres pratiques agricoles</p> <p>10.6.3 Le maraîchage, les serres et pépinières.</p> <p>10.6.4 Le drainage de terres agricoles.</p>	<p>Elevage</p> <p>10.6.5 La densité du bétail au parc doit assurer en permanence le maintien du couvert végétal.</p> <p>10.6.6 Les abreuvoirs, installations d'affouragement, abris destinés au bétail, installations mobiles de traite ou toute autre installation favorisant le regroupement localisé d'animaux sont régulièrement déplacés afin de ne pas créer de zones de piétinement permanent sans végétation.</p> <p>Epandage</p> <p>10.6.7 L'épandage de fertilisants azotés organiques et minéraux doit être raisonné et respecter le programme d'action en vigueur à mettre en œuvre dans la zone vulnérable en application de la directive "nitrates", y compris sur la commune de Réhainviller absente de la liste des communes de la zone vulnérable.</p> <p>Pratiques culturales</p> <p>10.6.8 Dans la mesure du possible, on poursuivra la politique de maintien d'un maximum de surface en herbe sur le périmètre approché. En aucun cas de nouveaux labours seront créés.</p> <p>Utilisation de phytosanitaires</p> <p>10.6.9 Les produits phytosanitaires seront utilisés selon le code des bonnes pratiques agricoles.</p> <p>10.6.10 Un registre pour le suivi des produits phytosanitaires est tenu. Il mentionne les dates de traitement, la nature des produits utilisés, la quantité épandue et la parcelle concernée. Sur demande, ce registre doit être tenu à disposition de la commune de Réhainviller, des administrations et organismes de contrôle agréés et des agents mentionnés à l'article L. 1312-1 du code la santé publique, habilités et assermentés à cet effet.</p>

10.7 - Activités forestières	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.7.1 Le défrichement.</p> <p>10.7.2 Le traitement du peuplement forestier ou des plantations par voie chimique sauf en cas de force majeure (voir 10.7.5).</p> <p>10.7.3 Le traitement du bois stocké (à mentionner dans les clauses de vente du bois)</p>	<p>10.7.4 Les coupes à blanc sont remplacées par des coupes de régénération progressive.</p> <p>10.7.5 En cas de force majeure, le traitement par produits phytosanitaires et phytocides est autorisé sur une courte période après déclaration auprès de la Direction Départementale des Territoires et information de la Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine de la zone concernée et du produit utilisé.</p>

Article 11 : Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection éloignée (PPE)

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

11.1 Travaux souterrains :

- le captage de source ou la création de puits ou forage ne peuvent être réalisés que dans un but de renforcement ou de substitution à la ressource actuelle et ne peuvent être destinés qu'à l'alimentation publique ;
- tout sondage de reconnaissance doit être réalisé dans les règles de l'art. Il est recimenté dès lors que son usage cesse ;
- tout projet de carrière doit faire l'objet de l'avis d'un hydrogéologue agréé appuyé sur une étude spécifique comprenant au moins un traçage colorimétrique destiné à vérifier l'absence de risque de contamination et/ou d'altération du débit du captage ;
- tout matériau de remblaiement doit être inerte et contrôlé au préalable avant mise en œuvre ;
- toute fouille de plus d'un mètre de profondeur ne doit recevoir que des conduites d'alimentation en eau potable ou des réseaux composés de matériaux inertes. Les fouilles ne sauraient constituer des drains ou des lieux privilégiés d'infiltrations rapides. Cette activité est subordonnée à la mise en place d'un dispositif étanche de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.

11.2 Stockages et dépôts :

- tout stockage ne peut se faire que sur aire étanche et, pour les produits liquides, en cuves double enveloppe ou sur cuves de rétention abritées des eaux pluviales et de capacité au moins égale aux volumes stockés.
- les bassins éventuels d'infiltration d'eaux pluviales doivent être couplés à des bassins de décantation préalable avec séparateur d'hydrocarbures.

11.3 Canalisations :

- toute canalisation doit être étanche, éprouvée lors de la pose et vérifiée au moins tous les cinq ans par tests appropriés.

11.4 Rejets liquides :

- au cas où le plan local d'urbanisme communal (ou document d'urbanisme équivalent) autorise les constructions avec assainissement autonome, le dispositif retenu doit être conforme à la réglementation en vigueur ;
- les effluents issus de traitement en stations d'épuration ou de lagunage ou des bassins de décantation éventuels sont évacués en conduites étanches hors des limites des périmètres de protection.

11.5 Voirie :

- les voies nouvelles de communication et les aires éventuelles de stationnement sont aménagées de manière telle qu'elles ne facilitent pas l'infiltration des eaux de surface imperméabilisées.

11.6 Activités agricoles :

- les lisiers sont épandus hors des périmètres de protection. Les boues de station d'épuration doivent offrir toute garantie par des contrôles analytiques et être épandues dans les 48 heures suivant leur réception sur les parcelles ;
- les engrais et produits phytosanitaires sont épandus en respectant les bonnes pratiques auxquelles les agriculteurs exploitants sur les parcelles de Réhainviller, Xermaménil et Héréménil ont été sensibilisés. Les bilans azotés doivent être conformes aux besoins des plantes sans surdosage, soit sans effets cumulatifs entre par exemple épandages de fumiers et épandage d'engrais chimiques.

11.8 Activités forestières :

- les produits phytosanitaires seront utilisés selon le code des bonnes pratiques agricoles ;

- le traitement du bois stocké est effectué à partir de produits homologués. Le dosage respecte les préconisations du fabricant. Les molécules utilisées pour le traitement sont communiquées à la mairie de Réhainviller.

Article 12 : Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité listés ci-dessous sont réalisés dans un délai de deux ans à la date de signature du présent arrêté :

- mise en place autour de tout le périmètre de protection immédiate d'une clôture grillagée d'une hauteur de 2 mètres avec portail d'accès muni d'un dispositif de verrouillage ;
- mise en herbe des parcelles encore cultivées du périmètre de protection rapprochée zone A ;
- remplacement des capots d'accès aux chambres de captage et de réunion par des capots munis de cheminées d'aération ;
- remplacement des échelles d'accès aux radiers des ouvrages par des échelles en matériaux inoxydables ;
- réfection, étanchéification du génie civil, rebouchage des fissures des ouvrages par des bétons de propreté ;
- vérification de l'obturation de l'ancien système de trop-plein dans la chambre de réunion et mise en place d'une grille sur la conduite de trop-plein ;
- Un traitement de mise à l'équilibre calcocarbonique de l'eau prélevée en complément du traitement de désinfection devra être mis en place.

Article 13 : Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations des articles 10 et 11 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 14 : Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Réhainviller, Hériménil et Xermaménil sont chargés du contrôle de l'application du présent arrêté à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

Article 15 : Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 16 : Traitement

L'eau prélevée doit faire l'objet, avant distribution, de traitement agréé par le ministère chargé de la santé de mise à l'équilibre calcocarbonique puis de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 17 : Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme fixé par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 18 : Abrogation

L'arrêté préfectoral du 11 juillet 1977 déclarant d'utilité publique l'établissement des périmètres de protection autour du captage de Réhainviller et instituant des servitudes dans les terrains compris dans les périmètres de protection est abrogé.

Article 19 : Annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1 : Plan au 1/10 000° des périmètres de protection rapprochée et éloignée,
- Annexe 2 : Plan parcellaire AU 1/2500 des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée,
- Annexe 3 : Etat parcellaire récapitulatif des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée.

Article 20 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification et de un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 21 : Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie des communes de Réhainviller, Hériménil et Xermaménil pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être annexées au plan local d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Les maires des communes de Réhainviller, Xermaménil et Hériménil conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 22 : Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- à l'agence de l'eau Rhin-Meuse,
- au tribunal administratif,
- à la chambre d'agriculture,
- à l'ONF.

Article 23 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de Réhainviller, le maire de la commune de Hériménil et le maire de la commune de Xermaménil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0335 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2012, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 647 297 € soit :

- 1) 1 614 786 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 406 113 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 23 668 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 1 058 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 182 318 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 629 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) -1 787 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 34 298 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0336 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine,

chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2012, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 810 509 € soit :

1) 1 763 993 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 592 892 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

20 341 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

3 341 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

142 040 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

5 379 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 16 955 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 29 561 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0337 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2012, par le Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 505 011 € soit :

1) 504 130 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

448 439 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

12 880 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

42 583 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

228 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 881 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0338 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2012, par la Maison Hospitalière Saint Charles à NANCY.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 212 272 € soit :

212 272 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

211 755 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

517 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0339 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2012, par le Centre Jacques Pariset à BAINVILLE SUR MADON.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 91 144 € soit :

91 144 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

91 144 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques Pariset à BAINVILLE SUR MADON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0340 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2012, par le Centre Hospitalier de BRIEY.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 276 083 € soit :

1) 2 188 317 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 909 968 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

36 049 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

6 150 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

232 608 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

3 542 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 65 751 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 22 016 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) -1 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

-1 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0341 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2012, par la Maison Hospitalière de BACCARAT.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 82 249 € soit :

82 249 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

82 249 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0342 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine,

chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2012, par l'Association Hospitalière de JOEUF.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 304 552 € soit :

304 552 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

210 778 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

92 966 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

808 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0343 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESSE Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESSE Etablissement : 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2012, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL).

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 434 391 € soit :

1) 2 207 305 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 028 750 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

7 153 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

170 775 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

627 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 733 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 226 353 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0344 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2012, par la Maternité Régionale à NANCY.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 719 205 € soit :

- 1) 2 701 848 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 421 263 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 238 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 23 777 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 256 228 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 342 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 1 537 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 4 900 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 10 920 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 10 920 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à La Maternité Régionale à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0345 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2012, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 31 366 407 € soit :

1) 28 837 505 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

24 819 447 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

77 088 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

-155 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

3 887 941 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

16 259 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

36 925 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 901 174 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 626 070 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 1 658 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

1 658 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0346 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois de février 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de février 2012, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer A. VAUTRIN à VANDOEUVRE.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 4 516 596 € soit :

- 1) 3 870 861 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
3 870 861 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 2) 640 840 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 4 895 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer A. VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE*Etablissements de santé***Arrêté n° 2012-380 en date du 24 avril 2012 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Lunéville - Département Meurthe-et-Moselle**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

CONSIDÉRANT la désignation de Monsieur Grégory GRANDJEAN par le Conseil Général du Département lors de la séance du 1er avril 2011 ;

CONSIDÉRANT la demande de l'établissement, en date du 19 avril 2012, indiquant le remplacement de Monsieur FLEURENTIN par Monsieur GRANDJEAN en tant que représentant du conseil général du département ;

ARRETE

Article 1er : Le conseil de surveillance du centre hospitalier de Lunéville, 2 rue Level - 54300 LUNEVILLE (54), établissement public de santé de ressort communal est composé des membres ci-après :

I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Monsieur Jacques LAMBLIN, Député Maire de LUNEVILLE ;

- Monsieur Laurent de GOUVION SAINT-CYR, représentant de la commune siège de l'établissement principal ;

- Monsieur Grégory GRANDJEAN, représentant du conseil général du département ;

2° en qualité de représentant du personnel

- Madame Michèle ABOUT, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Monsieur le Docteur Olivier FERRY, représentant de la commission médicale d'établissement ;

- Madame Sandrine SONREL, représentante désignée par les organisations syndicales (CGT) ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur le Colonel Fernand GOUTTE, personnalité qualifiée désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;

- Monsieur Michel LAURENT (UFAL) et Madame Evelyne GUTEHRLE (UDAF) représentants des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire du Centre Hospitalier de Lunéville ;

- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier de Lunéville ;

- Le Directeur de la Mutualité Sociale Agricole de Lorraine ;

- Monsieur Frédéric DETTWILLER, représentant des familles de personnes accueillies en USLD et en EHPAD.

Article 2 : La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine.

Article 4 : Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 24 avril 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé,
Jean-François BENEVISE

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE*Service produits de santé et biologie***Arrêté N° 2012-0290 du 23 mars 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOLAB » sise 13 boucle du Val Marie à Thionville (57100) enregistrée sous le N° 32**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ n° 2011-127 du 28 juillet 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François BENEVEISE Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région LORRAINE ;
VU l'arrêté n° 2012-0202 en date du 22 février 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOLAB » dont le siège social se situe à Thionville (57100), 13 boucle du Val Marie, enregistrée sous le n° 32 ;
CONSIDÉRANT le courrier de la SELCA « EVOLAB » en date du 7 mars 2012 sollicitant la modification de l'agrément de la société suite au départ de Madame Michèle HEIDER, biologiste médical, en date du 30 mars 2011 ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 2012-0202 susvisé relatif à l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOLAB » sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : « EVOLAB »

Siège social : 13 Boucle Val du Marie

57100 THIONVILLE

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions (SELCA)

Sites exploités : La société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « EVOLAB » agréée sous le n°32 exploite à compter de la date du présent arrêté le laboratoire de biologie médicale multisite dont le siège social est situé 13 Boucle Val du Marie à Thionville (57100), autorisé sous le n° 57-35 et implanté sur les 20 sites ci-dessous :

- 93 rue du Président Roosevelt 57970 YUTZ
- 30 rue Nationale 57190 FLORANGE
- 17 rue Foch 57190 VILLERUPT
- 1 Place Frédéric Rau 57360 AMNEVILLE
- 13 rue du Maréchal Foch 57700 HAYANGE
- 14 rue Franiatte 57950 MONTIGNY LES METZ
- 49 place Notre Dame 57100 THIONVILLE
- 6 avenue Albert 1er 57100 THIONVILLE
- 27 place de la République 57310 GUENANGE
- 29 rue Jean Moulin 57700 HAYANGE
- ZAC de l'Alzette – rue du Luxembourg 57390 AUDUN LE TICHE
- 13 boucle du Val Marie 57100 THIONVILLE
- 72 avenue des Nations 57970 YUTZ
- 21 route de Guentrange 57100 THIONVILLE
- 8 C rue Raymond Mondon 57120 ROMBAS
- 1 rue de Verclay 57070 METZ
- 8 route de Thionville 57140 WOIPPY
- 33 rue des Cités Basses 54240 JOEUF
- 6 rue Ordener 54400 LONGWY
- 19 rue de Metz 57160 MOULINS LES METZ

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Dominique CABY-BAER, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Bernard BIZE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pascal BOULARD, biologiste médical, Médecin,
- Madame Evelyne ACKERMANN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric WEHBE, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Laurence LORIDON-AULOGE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pierre BAUDIN, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Serge PICARD, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Frédéric LORIDON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Patrice DE MONCHY, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Jean-François ARGENSON, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Françoise PETIT, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Guy THOUBANIOUCK, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Francis GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Yves HOUPERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Christelle GUILLON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard ISRAEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Anne LAURENTI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Sylvain GAMBIRASIO, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Alain NICOLAI, biologiste médical, Pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur-75350 PARIS SP07 - pour le recours hiérarchique ;
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG - pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine et le Préfet de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « EVOBIO » 13 Boucle Val du Marie 57100 THIONVILLE, et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,

et sera publié au Recueil des actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine, de Moselle et de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2012-0291 du 23 mars 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite exploité par la SELCA « EVOLAB » sise 13 boucle du Val Marie à Thionville (57100) - Autorisation N° 57-35 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 503 1

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté n°2012-203 du 22 février 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite sis 93 rue du Président Roosevelt à Yutz (57970), enregistré sous le n°57-35, exploité par la SELCA EVOLAB ;

VU l'arrêté n° 2012-0291 du 23 mars 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOLAB » sise 93 rue du Président Roosevelt à Yutz (57970), enregistrée sous le n°32 ;

CONSIDÉRANT le courrier de la SELCA « EVOLAB » en date du 7 mars 2012 sollicitant la modification de leur autorisation de fonctionnement suite au départ de Madame Michèle Heider, biologiste médical, en date du 30 mars 2011 ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale SELCA « EVOLAB » (FINESS Juridique : 570025031) dont le siège social est situé 13 boucle Val du Marie à Thionville (57100) est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-35 sur les 20 sites suivants, ouverts au public :

1) 13 boucle du Val Marie à THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 510 6

Biologiste présent : Monsieur Guy THOUBANIOUCK

Activités réalisées : Hématologie – Biochimie – Hémostase – Bactériologie – Immunologie – Immunohématologie – Sérologie - Parasitologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00

le samedi de 7h00h à 12h30

2) 93 rue du Président Roosevelt à YUTZ

N° FINESS Etablissement : 570025049

Biologiste présent : Monsieur Bernard BIZE.

Activités réalisées : chimie, hématologie, immunologie, sérologie, bactériologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h

le samedi de 7h à 12h.

3) 30 rue Nationale à FLORANGE

N° FINESS Etablissement : 570025056

Biologiste présent : Monsieur Pascal BOULARD

Activités réalisées : immunologie, sérologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h

le samedi de 7h30 à 12h

4) 17 rue Foch à VILLERUPT

N° FINESS Etablissement : 540020971

Biologiste présent : Madame Evelyne ACKERMANN

Activités réalisées : toxicologie, immunologie, allergologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h

le samedi de 7h à 12h.

5) 1 Place Frédéric Rau à AMNEVILLE

N° FINESS Etablissement : 570025064

Biologiste présent : Monsieur Frédéric WEHBE

Activités réalisées : hématologie, hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h

le samedi de 7h30 à 12h.

6) 13 rue du Maréchal Foch à HAYANGE

N° FINESS Etablissement : 570025072

Biologiste présent : Monsieur Pierre BAUDIN

Activités réalisées : chimie, hématologie, immunologie, sérologie, bactériologie, hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 14h à 18h

le samedi de 7h à 12h30.

7) 14 rue Franiatte à Montigny-les-Metz

N° FINESS Etablissement : 570025080

Biologiste présent : Monsieur Serge PICARD

Activités réalisées : biochimie, allergologie, hémostase, bactériologie, sérologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 19h

le samedi de 7h à 12h

8) 49 place Notre Dame à THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 627 8

Biologiste présent : Monsieur Frédéric LORIDON

Activités réalisées : Immunologie – Biochimie – Parasitologie – Bactériologie – Hématologie - Hormonologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00

le samedi de 7h00 à 12h00

9) 6 avenue Albert 1er à THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 628 6

Biologiste présent : Monsieur Patrice DE MONCHY

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00

le samedi de 7h00 à 12h00

10) 27 place de la République à GUENANGE

N° FINESS Etablissement : 57 002 629 4

Biologiste présent : Monsieur Jean-François ARGENSON

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30
le samedi de 7h30 à 12h00

11) 29 rue Jean Moulin à HAYANGE

N° FINESS Etablissement : 57 002 630 2

Biologiste présent : Madame Françoise PETIT

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00
le samedi de 7h00 à 12h00

12) ZAC de l'Alzette – rue du Luxembourg à AUDUN LE TICHE

N° FINESS Etablissement : 57 002 631 0

Biologiste présent : Madame Laurence AULOGE-LORIDON

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
le samedi de 7h00 à 12h00

13) 72 avenue des Nations à YUTZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 511 4

Biologiste présent : Monsieur Francis GIRONDEL

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
le samedi de 7h00 à 12h00

14) 21 route de Guentrange à THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 512 2

Biologiste présent : Monsieur Yves HOUPERT

Activités réalisées : Biochimie – Hématologie – Immunologie – Enzymologie – Hémostase – Bactériologie - Parasitologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
le samedi de 7h30 à 12h00

15) 8 C rue Raymond Mondon à ROMBAS

N° FINESS Etablissement : 57 002 513 0

Biologiste présent : Monsieur Dominique CABY-BAER

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
le samedi de 7h00 à 12h00.

16) 1 rue de Vercly à METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 514 8

Biologiste présent : Madame Christelle GUILLON

Activités réalisées : hématologie – hémostase

17) 8 route de Thionville à WOIPPY

N° FINESS Etablissement : 57 002 544 5

Biologiste présent : Madame Anne LAURENTI

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30
le samedi de 7h30 à 12h00

18) 33 rue des Cités Basses à JOEUF

N° FINESS Etablissement : 54 0021 243

Biologiste présent : Monsieur Richard ISRAEL

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
le samedi de 8h00 à 12h00

19) 6 rue Ordener à LONGWY

N° FINESS Etablissement : 54 002 280 3

Biologiste présent : Monsieur Sylvain GAMBIRASIO

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00
le samedi de 7h30 à 12h00

20) 19 rue de Metz à MOULINS LES METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 633 6

Biologiste présent : Monsieur Alain NICOLAI

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 19h00
le samedi de 7h00 à 12h00

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Dominique CABY-BAER, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Bernard BIZE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pascal BOULARD, biologiste médical, Médecin,
- Madame Evelyne ACKERMANN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric WEHBE, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Laurence LORIDON-AULOGE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pierre BAUDIN, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Serge PICARD, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric LORIDON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Patrice DE MONCHY, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Jean-François ARGENSON, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Françoise PETIT, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Guy THOUBANIOUCK, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Francis GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Yves HOUPERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Christelle GUILLON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard ISRAEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Anne LAURENTI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Sylvain GAMBIRASIO, biologiste médical, Pharmacien,

- Monsieur Alain NICOLAI, biologiste médical, Pharmacien.

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75 350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG - -pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « EVOLAB », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Monsieur de Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle ;

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Pour Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint,

Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2012-0298 du 26 mars 2012 portant modification de la composition du Comité de Protection des Personnes CPP « Est III »

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1114-1, L. 1123-1 à L. 1123-3, L. 1123-14, R. 1123-4 à R. 1123-10 et R. 1123-18 ;

VU l'arrêté du 13 janvier 2010 fixant le règlement intérieur type devant être adopté par les comités de protection des personnes

VU l'arrêté du 23 janvier 2009 relatif au montant des indemnités susceptibles d'être allouées aux membres du comité de protection des personnes, aux experts et aux spécialistes appelés à participer aux travaux du comité

VU l'arrêté ministériel du 19 juin 2006 portant agrément des Comités de Protection des Personnes « Est-I », « Est-II », « Est-III » et « Est-IV » au sein de l'interrégion de recherche clinique « Est » ;

VU le décret du 31 mars 2010 (art 5) tirant les conséquences au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la circulaire DGS/SD/2006/259 du 15 juin 2006 relative à la mise en place des Comités de Protection des Personnes ;

VU la circulaire DGS/SD1B/2006/124 du 10 mars 2006 relative à l'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique ;

CONSIDÉRANT les candidatures reçues suites à l'appel à candidatures diffusé le 9 février 2012 par l'ARS Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La composition du Comité de Protection des Personnes « Est-III » sis Hôpital de Brabois – rue du Morvan – 54511 Vandoeuvre Les Nancy Cedex est modifiée comme suit :

Premier collège :

I - Pour les personnes ayant une qualification et une expérience approfondie en matière de recherche biomédicale dont au moins deux médecins et une personne qualifiée en raison de sa compétence en matière de bio statistique ou d'épidémiologie :

- Membres titulaires :

* M. BEAU Didier

* M. PERRIN Philippe

* Mme LUPORSI Elisabeth

* M. PETON Patrick

- Membres suppléants :

* Mme LOOS AYAV Carole

* M. ROBERT Vincent

* à pourvoir

* à pourvoir

II - Pour les médecins généralistes :

- Membre titulaire :

* M. FENOT Jean Luc

- Membre suppléant :

* Mme CARAYON Isabelle

III - Pour les pharmaciens hospitaliers :

- Membre titulaire :

* M. BUREAU Alain

- Membre suppléant :

* Mlle RAFFY Françoise Marie

IV - Pour les infirmiers :

- Membre titulaire :

* M. PFEIFFER Guillaume

- Membre suppléant :

* Mme GAUDRON Mireille

Deuxième collège

V - Pour les personnes qualifiées en raison de leur compétence à l'égard des questions d'éthiques

- Membre titulaire :

* Mme CONTET-AUDONNEAU Nelly

- Membre suppléant :

* M. DUCROCQ Xavier

VI - Pour les travailleurs sociaux :

- Membre titulaire :

* Mme Nathalie CLEMENT

- Membre suppléant :

* M Jean-Luc GEHIN

VII - Pour les psychologues :

- Membre titulaire :
 - * Mme BATT Martine
- Membre suppléant :
 - * à pourvoir

VIII - Pour les personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière juridique :

- Membres titulaires :
 - * Mme TOUSSAINT Sabine
 - * M. VAUTHIER Jean-Philippe
- Membres suppléants :
 - * à pourvoir
 - * M. Michel WIERNASZ

IX - Pour les représentants des associations agréées de malades et d'usagers du système de santé :

- Membres titulaires :
 - * M. VIDAL Pierre
 - * M. PETIT Jean-Louis
- Membres suppléants :
 - * Mme FRANCOIS Maud
 - * Mme BOUTET Monique

Article 2 : Les nouveaux membres dudit comité sont nommés jusqu'au terme de l'agrément du Comité, soit le 18 juin 2012.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et de Région.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Régional Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2012-0308 du 29 mars 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) enregistrée sous le N° 06

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010-269 du 23 septembre 2010 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « Laboratoire SIEST », enregistrée sous le n°06, dont le siège social se situe 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) ;

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.19 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à M. Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine ;

CONSIDERANT la demande présentée par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats, au nom et pour le compte de la SELAS « Laboratoire SIEST » le 23 décembre 2011 et complétée le 28 mars 2012 ;

CONSIDERANT que la demande porte sur la nomination de Madame Marie-Madeleine GALTEAU en qualité de directeur de la SELAS « Laboratoire SIEST » et de biologiste coresponsable ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2010-269 du 23 septembre 2010 susmentionné, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Dénomination sociale : « LABORATOIRE SIEST »

Siège social : 248, avenue Henri Dunant
54700 PONT A MOUSSON

Forme juridique : Société d'exercice libéral par actions simplifiée (SELAS)

Sites exploités : La société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « LABORATOIRE SIEST » agréée sous le n° 06 exploite, à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale situé 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) inscrit sous le n° 54-73 implanté sur les sites ci-dessous :

- 248, Avenue Henri Dunant - 54700 PONT-A-MOUSSON,
- 3, rue des Aulnois – 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE,
- 9, rue Fabvier – 54703 PONT-A-MOUSSON Cedex,
- 31, rue Clémenceau – 57120 CLOUANGE,
- 29, rue Saint-Laurent – 54702 PONT-A-MOUSSON.

Biologistes coresponsables :

- Madame Anne SIEST, biologiste médical, médecin,
- Madame Adeline SCHIRRA, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Françoise CAUTAIN, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Jean-Luc SALLERIN, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Marie-Madeleine GALTEAU, biologiste médical, pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif compétent - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Préfet de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « Laboratoire SIEST », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G),
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,

et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine, Meurthe et Moselle et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2012-0309 du 29 mars 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisites exploité par la SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - Autorisation N° 54-73

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-177 du 23 septembre 2010 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multi-sites 248 avenue Henri Dunant à Pont à Mousson (54700), autorisé à fonctionner sous le n°54-73

VU l'arrêté n°2012-0308 du 29 mars 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiées SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Dunant à Pont-à-Mousson (54700), enregistrée sous le n° 06 ;

VU la demande présentée le 23 décembre 2011 et complétée le 28 mars 2012 par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats, au nom et pour le compte de la SELAS « LABORATOIRE SIEST » ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée porte sur la nomination de Madame Marie-Madeleine Galteau en qualité de directeur général de la SELAS « Laboratoire SIEST » et de biologiste coresponsable ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, l'article 1 de l'arrêté n°2010-177 du 23 septembre 2010 sus mentionné est modifié comme suit :

1) 248, Avenue Henri Dunant à PONT-A-MOUSSON (54700)

Biologiste présent : Mme Anne DOLEANS SIEST

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 13h45 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

2) 29, rue Saint-Laurent à PONT-A-MOUSSON (54700)

Biologiste présent : Mme Françoise CAUTAIN

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 19h, le samedi de 7h à 13h.

3) 9, rue Fabvier à PONT-A-MOUSSON (54700)

Biologiste présent : Mme Marie-Madeleine GALTEAU

Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, médicaments, immuno-analyse, hématologie, hémostase, Groupe RAI.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 13h et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h à 13h.

4) 3, rue des Aulnois à PAGNY-SUR-MOSELLE (54530)

Biologistes présents : Mme Adeline SCHIRRA

Activités réalisées : Microbiologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h30 à 17h00, le samedi de 7h30 à 12h.

5) 31, rue Clemenceau à CLOUANGE (57185)

Biologiste présent : M. Jean-Luc SALLERIN

Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, immuno-analyse, hématologie, hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

Les fonctions de biologistes coresponsables seront assurées par :

- Mme Anne SIEST, biologiste médical, médecin,
- Mme Adeline SCHIRRA, biologiste médical, pharmacien,
- Mme Françoise CAUTAIN, biologiste médical, pharmacien,
- M Jean-Luc SALLERIN, biologiste médical, pharmacien,
- Mme Marie-Madeleine GALTEAU, biologiste médical, pharmacie.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « LABORATOIRE SIEST », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Section G),

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,
et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Lorraine, Moselle et de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté ARS N° 2012-0328 du 5 avril 2012 autorisant le transfert de l'officine de pharmacie « Pharmacie du Vert Pré » exploitée par Madame Martine LAMBINET, sise 74 rue de Tomblaine à Saulxures lès Nancy (54420) vers le 76 rue de Tomblaine au sein de la même commune - Licence N° 54#001067

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;
VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;
VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 03 juin 1969 portant l'octroi de la licence de pharmacie d'officine n°345 au centre commercial de la Résidence « Verts Prés » à Saulxures les Nancy (54420) ;
VU la déclaration d'exploitation n° 776 enregistrée le 27 janvier 1988 pour une exploitation par Madame Martine LAMBINET, de l'officine de pharmacie « Pharmacie du Vert Pré » sise 74 rue de Tomblaine à Saulxures les Nancy (54420) ;
CONSIDERANT la demande présentée par Madame Martine LAMBINET, Docteur en Pharmacie, en vue de transférer son officine de pharmacie « Pharmacie du Vert Pré » du 74 rue de Tomblaine à Saulxures les Nancy (54420) vers 76 rue de Tomblaine au sein de la même commune, enregistrée au vu de l'état complet du dossier le 14 décembre 2011 ;
CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :
- l'avis favorable émis par le Préfet de Meurthe et Moselle en date du 23 janvier 2012 ;
- l'avis favorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 27 janvier 2012 ;
- l'avis favorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle en date du 21 février 2012 ;
- l'avis favorable émis par l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine en date du 28 décembre 2011 ;
- l'avis favorable émis par l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine en date du 23 janvier 2012 ;
CONSIDERANT que, au vu de la demande déposée, les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies dans le respect des remarques émises ;
CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Saulxures-les-Nancy où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 3 901 habitants selon le recensement de la population légale en 2009 entré en vigueur le 1er janvier 2012 ;
CONSIDERANT que, conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;
CONSIDERANT que 2 officines sont installées sur la commune de Saulxures-les-Nancy ;
CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert se situe à 6 mètres de l'emplacement actuel de l'officine ;
CONSIDERANT que le lieu proposé garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;
CONSIDERANT, par conséquent, que l'emplacement permettra de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans le quartier d'accueil sans compromettre l'approvisionnement du quartier d'origine ;
CONSIDERANT que ce transfert devrait permettre une amélioration de l'exercice professionnel et du service rendu à la population ;

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Madame Martine LAMBINET, Docteur en Pharmacie, en vue de transférer son officine de pharmacie « Pharmacie du Vert Pré » du 74 rue de Tomblaine à Saulxures les Nancy (54420) vers le 76 rue de Tomblaine au sein de la même commune est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n° 54#001067

Article 3 : L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation pourra être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé uniquement en cas de force majeure.

Article 4 : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente autorisation devra être déclarée auprès du Conseil compétent de l'Ordre des Pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 : La licence n° 54#00345 octroyée en date du 03 juin 1969 sera caduque dès la date effective du transfert.

Article 6 : L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constaté par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 : En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

Article 9 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame LAMBINET et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle,
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
- Monsieur le Président de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine,
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle,
et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la Région et de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Régional Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2012-0329 du 6 avril 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hautesclouque à METZ (57000) enregistrée sous le N° 1

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ n° 2012 - A - 19 du 19 mars 2012 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François BENEVEISE Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-446 du 21 novembre 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS) « LABORATOIRE PAX » dont le siège social se situe à Metz (57000), 18 avenue Leclerc de Hautesclouque enregistrée sous le n°1 ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 21 Octobre 2011 et complétée les 30 novembre, 15 décembre 2011, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS) « ESPACEBIO » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la fermeture du site sans activité technique, sis 129 rue Nationale - 57600 FORBACH
- l'ouverture au public d'un site sans activité technique, sis 40 rue de la gare – 57150 CREUTZWALD

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 2011-446 susvisé relatif à l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « LABORATOIRE PAX » sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : « ESPACEBIO »

Siège social : 18 Avenue Leclerc de Hautesclouque
57000 METZ

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS)

Sites exploités : La société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ESPACEBIO » agréée sous le n°1 exploite à compter de la date du présent arrêté le laboratoire de biologie médicale multisite dont le siège social est situé 18 Avenue Leclerc de Hautesclouque, à METZ (57000), autorisé sous le n° 57-17 et implanté sur les 22 sites ci-dessous :

- 18 avenue Leclerc de Hautesclouque – 57000 METZ,
- 14 rue Charlemagne – 57000 METZ,
- 23 rue Raymond POINCARÉ – 57505 SAINT AVOLD,
- 57 Grande Rue – 57280 MAIZIERES LES METZ,
- 44 rue Saint Sauveur – 57730 VALMONT,
- 9 rue de Metz – 54150 BRIEY,
- 21 rue de la liberté – 54490 PIENNES,
- 17 boulevard d'Alsace – 57070 METZ,
- 24 rue Jean Burger – 57070 SAINT- JULIEN LES METZ,
- 12 rue Clemenceau – 57430 SARRALBE,
- 10 avenue Robert Schuman – 57000 METZ,
- 19-21 place du Quartier – 57000 METZ,
- 22 rue Commandant Brasseur – 57000 METZ,
- 12 place Georges Clémenceau – 57220 BOULAY,
- 48 place de la République – 54800 JARNY,
- 44 rue Nationale – 57600 FORBACH,
- 18 place Aristide Briand – 57600 FORBACH,
- 1 rue Victor Hugo – 57450 THEDING,
- 45 rue Saint Pierre – 57000 METZ,
- 156 rue de Metz - 57525 THALANGE,
- 12 place de la République – 57100 THIONVILLE
- 40 rue de la Gare – 57150 CREUTZWALD

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Michel PAX, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Hicham BOUGHALI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Christophe KAJZER, biologiste médical, Médecin,
- Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Elisabeth SEIWERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Marie-Hélène CLAUDET, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jacques DAROLLES, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Danièle MOLINARI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Gérard GOS, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Sarah SCHILLINGER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard WASELS, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Marie-Odile DENJAN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Nicole DILIGENT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Aurélie JAGER, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Lorène ROWDO, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Jacques SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jocelyn THONNON, biologiste médical, Médecin,
- Madame Rebecca PHILIPPS, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Louis NEUMANN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Dominique AUBERTIN, biologiste médical, Pharmacien,

- Madame Aurélie PALMIERI, biologiste médical, Pharmacien,

- Madame Brigitte BERNAT, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Monsieur Philippe VALANTIN, biologiste médical, Pharmacien,

- Monsieur Bernard KUNTZEL, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical dans le domaine de spécialisation sont assurées par :

- Madame Christiane WITTMER, biologiste médical.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur-75350 PARIS SP07 - pour le recours hiérarchique ;

- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg - 310 Avenue de la Paix - BP.1038 - 67070 STRASBOURG CEDEX - pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Préfet de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ESPACEBIO » 18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 METZ, et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,

et sera publié au Recueil des actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine et de Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint,

Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2012-0330 du 6 avril 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite sis 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à Metz (57000) - Autorisation N° 57-17 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet

2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n° 2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011-0447 en date du 21 Novembre 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie

médicale multisite sis 18 avenue Leclerc de Hauteclocque – 57000 METZ , enregistrée sous le n° 57-17 ;

VU l'arrêté n° 2012 -0329 en date du 6 Avril 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à Metz (57000) ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 21 Octobre 2011 et complétée les 30 novembre et 15 décembre 2011, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS) « ESPACEBIO » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la fermeture du site, sans activité technique, sis 129 rue Nationale - 57600 FORBACH

- l'ouverture au public d'un site, sans activité technique, sis 40 rue de la gare – 57150 CREUTZWALD

CONSIDÉRANT la visite en date du 17 Janvier 2012, préalable à l'ouverture d'un nouveau site, sis 40 rue de la Gare - 57150 CREUTZWALD, par les PHISP et pharmaciens biologistes de l'ARS de Lorraine.

CONSIDÉRANT que le laboratoire de biologie médicale multisite est implanté sur 22 sites ouverts au public, et dont le siège social est situé 18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 Metz,

CONSIDÉRANT que la SELAS ESPACEBIO réalisera, ainsi constituée et autorisée par le présent arrêté, une activité proche du seuil fixé par l'article L. 6222-3 du Code de la santé publique, susceptible, en cas d'opérations ultérieures, de présenter un risque d'atteinte à la continuité de l'offre de biologie médicale ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 2011-447 susvisé, sont modifiées comme suit :

1) 18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 METZ -

N° FINESS Etablissement : 57 002 520 5

Biologistes présents : M. Michel PAX, M. Hicham BOUGHALI, M. Jean-Philippe RAULT, Mme Elisabeth SEIWERT

Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, pharmacologie et toxicologie, hémostase, immuno-hématologie, auto-immunité, allergie, sérologie, bactériologie, virologie, spermologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30 et le samedi de 7h à 12h.

2) 14 rue Charlemagne – 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 521 3

Biologiste présent : Mme Pascale ERRARD

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.

3) 23 rue Raymond POINCARE – 57505 SAINT AVOLD

N° FINESS Etablissement : 57 002 523 9

Biologistes présents : M. Hervé BRULE

Activités réalisées : biochimie générale, hématocytologie, hémostase, immuno-hématologie, bactériologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.

4) 57 Grand Rue – 57280 MAIZIERES LES METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 522 1

Biologiste présent : M. Christophe KAJZER

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

5) Résidence de la Source – 44 rue Saint Sauveur – 57730 VALMONT

N° FINESS Etablissement : 57 002 524 7

Biologiste présent : Melle Sarah SCHILLINGER

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 19h, le samedi de 7h à 12h.

6) 9 rue de Metz – 54150 BRIEY

N° FINESS Etablissement : 54 002 116 9

Biologiste présent : Mme Marie-Hélène CLAUDET

Activités réalisées : hémostase

Activité réalisées en urgence : Biochimie, hématologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 14h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.

7) 21 rue de la liberté – 54490 PIENNES

N° FINESS Etablissement : 54 002 117 7

Biologiste présent : M. Jacques DAROLLES

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h30 à 12h.

8) 17 boulevard d'Alsace – 57070 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 537 9

Biologiste présent : Mme Danièle MOLINARI

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 13h à 18h, le samedi de 7h00 à 12h00.

9) 24 rue Jean Burger – 57070 SAINT-JULIEN LES METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 536 1

Biologiste présent : M. Gérard GOS

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h.

10) 12 rue Clemenceau – 57430 SARRALBE

N° FINESS Etablissement : 57 002 570 0

Biologiste présent : M. Philippe VALANTIN

Activités réalisées : biochimie, immunologie, hémostase, hématologie, bactériologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h30 et le samedi de 7h30 à 12h00

11) 10 avenue Robert Schumann – 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 576 7

Biologiste présent : Mme Odile DENJEAN

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h30

12) 19-21 place Quarteau – 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 577 5

Biologistes présents : M. Richard WASELS, M. Bernard KUNTZEL

Activités réalisées : biochimie, sérologie, immunologie, hématocytologie, immunologie, hémostase,, auto immunité, allergologie, marqueurs sériques trisomie 21, AMP

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h30

13) 22 rue du Commandant Brasseur – 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 578 3

Biologiste présent : Mme ROWDO Lorène

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 7h30 à 12h00

14) 12 place Georges Clemenceau – 57220 BOULAY

N° FINESS Etablissement : 57 002 575 9

Biologiste présent : Mme Aurélie JAGER BEAUVEIL

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h30 à 18h00 et le samedi de 7h30 à 12h00

15) 48 place de la République – 54800 JARNY

N° FINESS Etablissement : 54 002 181 3

Biologiste présent : Mme Nicole DILIGEN

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h00

16) 44 rue Nationale – 57600 FORBACH

N° FINESS Etablissement : 57 002 571 8

Biologiste présent : Mme Rebecca PHILIPPS

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h00

17) 18 place Aristide Briand – 57600 FORBACH

N° FINESS Etablissement : 57 002 573 4

Biologiste présent : M. Jocelyn THONNON

Activités réalisées : hémostase, bactériologie – virologie

Activités réalisées uniquement pour les examens urgents : biochimie, immunologie, hématologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h00

18) 1 rue Victor Hugo – 57450 THEDING

N° FINESS Etablissement : 57 002 574 2

Biologiste présent : M. Jean-Louis NEUMANN

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et la samedi de 7h00 à 12h00

19) 45 rue Saint Pierre – 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 579 1

Biologiste présent : M. Dominique AUBERTIN

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00

20) 156 rue de Metz – 57535 TALANGE

N° FINESS Etablissement : 57 002 580 9

Biologiste présent : Mme Aurélie PALMIERI

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00

21) 12 Place de la République – 57100 THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 592 4

Biologiste présent : Mme Brigitte BERNAT

Activités réalisées : immunologie, hémostase

Activités réalisées uniquement pour les examens urgents : biochimie, hématologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h30

22) 40 rue de la gare – 57150 CREUTZWALD

N° FINESS Etablissement : 57 002 665 8

Biologiste présent : Mr Jean-Jacques SCHNEIDER

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00

Le laboratoire multisite est dirigé par les biologistes coresponsables suivants :

- Monsieur Michel PAX, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Hicham BOUGHALI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Christophe KAUZER, biologiste médical, Médecin,
- Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Elisabeth SEIWERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Marie-Hélène CLAUDET, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jacques DAROLLES, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Danièle MOLINARI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Gérard GOS, biologiste médical, Pharmacien,
- Mademoiselle Sarah SCHILLINGER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard WASELS, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Marie-Odile DENJEAN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Nicole DILIGENT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Aurélie JAGER, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Lorène ROWDO, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Jacques SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jocelyn THONNON, biologiste médical, Médecin,
- Madame Rebecca PHILIPPS, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Louis NEUMANN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Dominique AUBERTIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Aurélie PALMIERI, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Brigitte BERNAT, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Monsieur Philippe VALANTIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Bernard KUNTZEL, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical dans le domaine de spécialisation sont assurées par :

- Madame Christiane WITTMER, biologiste médical.

Article 2 : A compter de la date du présent arrêté :

Le site sis 129 rue Nationale à FORBACH est fermé. (Ancien N° FINESS Etablissement: 57 002 5726)

Article 4 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 5 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75 350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 Avenue de la Paix – 67 070 STRASBOURG Cedex - pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ESPACEBIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle.

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie Hélène MAITRE

Arrêté N° 2012-0333 du 12 avril 2012 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur des Hôpitaux de Brabois à Vandoeuvre-lès-Nancy - CHU Nancy : création d'une nouvelle Unité Centralisée de Préparation des Chimiothérapies anticancéreuses (UCPC)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment le chapitre 6 du titre 2 du livre 1 de la partie 5 et principalement les articles L.5126-2, L.5126-4, L.5126-7, L.5126-14, R.5126-2, R.5126-1 à R.5126-3, R.5126-8, R.5126-13 à R.5126-17, R.5126-20, R.5126-102 à R.5126-110 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001, relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière ;

VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7bis) ;

VU l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;

VU l'arrêté n° 2010-118 2006 autorisant la modification des locaux de la pharmacie à usage intérieur des hôpitaux de BRABOIS à VANDOEUVRE-LES-NANCY – CHU NANCY ;

CONSIDERANT la demande présentée le 1er juillet 2011 par Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, en vue d'obtenir une autorisation de modification des locaux de la pharmacie à usage intérieur des Hôpitaux de Brabois à Vandœuvre-lès-Nancy, en créant une nouvelle Unité Centralisée de Préparation des Chimiothérapies anticancéreuses (UCPC);
CONSIDERANT la conclusion définitive favorable du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique suite à la demande de création d'une nouvelle Unité Centralisée de Préparation des chimiothérapies anticancéreuses;

ARRETE

Article 1er : La pharmacie à usage intérieur des Hôpitaux de Brabois à Vandœuvre-lès-Nancy est autorisée à modifier ses locaux et à créer une nouvelle Unité Centralisée de Préparation des chimiothérapies anticancéreuses;

Article 2 : La pharmacie à usage intérieur des Hôpitaux de Brabois est autorisée à exercer les activités suivantes prévues à l'article R. 5126-9 du CSP :

Sur le site Brabois Adultes :

- Rétrocession ;
- Stérilisation des DM ;
- Préparations rendues nécessaires par les recherches biomédicales.

Sur le site Brabois Enfants :

- Préparations hospitalières ;
- Rétrocession ;
- Délivrance des aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales ;
- Préparations rendues nécessaires par les recherches biomédicales.

Article 3 : La pharmacie à usage intérieur des Hôpitaux de Brabois est autorisée à assurer l'approvisionnement en médicaments et/ou en DM des patients des services :

- Des Hôpitaux de Brabois ;
- De l'Unité Hospitalière Sécurisée Interrégionale ;
- De l'association ALTIR (antenne néphrologie) ;
- De l'Hôpital Saint Julien, rue Foller à Nancy ;
- De l'USLD Saint Stanislas, 9 rue des Fabriques à Nancy ;
- De l'Unité Fonctionnelle d'Odontologie Heydenreich à Nancy ;
- Du Centre Pénitentiaire de Nancy-Maxéville.

Article 4 : Les moyens en personnel, les conditions d'installation et de fonctionnement devront permettre le respect des dispositions du Code de la Santé Publique, de l'arrêté du 22 juin 2001 relatif aux « Bonnes Pratiques de la Pharmacie Hospitalière » (BPPH) ainsi que celles relatives aux « Bonnes Pratiques de Préparation ».

Article 5 : Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation et les éléments figurant dans la demande initiale devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 6 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 7 : Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVISE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SSRE / DOETH

Arrêté SAP/401672175 du 12 avril 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,

VU l'agrément qualité N° R/03-04-07/A/054/Q/029 délivré le 3 avril 2007 à l'association Garde Aide et Réconfort à Domicile (GARDE), sise 13-15 boulevard Joffre à Nancy (54000), modifié le 22 octobre 2007,

VU le rapport d'évaluation externe de juin 2011,

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 juin 2011,

VU l'avis favorable du président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'assistance à domicile auprès des personnes âgées et handicapées, en date du 19 décembre 2011,

VU l'avis délivré le 18 novembre 2011 par le service de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, et les pièces complémentaires apportées par l'association GARDE le 30 mars 2012,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

ARRETE

Article 1er : L'agrément de l'association GARDE, sise 13-15 boulevard Joffre à Nancy, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 3 avril 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : L'association GARDE est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- * Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- * Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- * Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- * Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- * Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;

- * Garde malade à l'exclusion des soins ;
 - * Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
 - * Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.
- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

Article 3 : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'association GARDE envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 4 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 5 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Récépissé de déclaration du 12 avril 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/401672175 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.17 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 04/2012 du 26 mars 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 juin 2011 par l'association GARDE, sise 13-15 boulevard Joffre à Nancy. Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association GARDE, sous le n° SAP/401672175.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association GARDE sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 03 avril 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 12 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Arrêté SAP/478042401 du 6 avril 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Essey-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU l'agrément qualité N° R/17-04-07/A/054/Q/033 délivré le 17 avril 2007 à l'association Aider Soulager Surveiller Au Domicile (ASSAD), sise 93 avenue Foch à Essey-lès-Nancy (54270),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 septembre 2011,

VU l'arrêté 2005-DISAS-293-SHD du Président du Conseil général autorisant la création d'un service prestataire d'aide à domicile pour personnes âgées et handicapées, en date du 16 août 2005,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

ARRETE

Article 1er : L'agrément de l'association ASSAD, sise 93 avenue Foch à Essey-lès-Nancy, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 17 avril 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : L'association ASSAD est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

- Activités :

- * Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- * Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- * Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- * Garde malade à l'exclusion des soins ;
- * Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

- Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

Article 3 : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'association ASSAD envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 4 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 5 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Récépissé de déclaration du 12 avril 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/478042401 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.17 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 04/2012 du 26 mars 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 septembre 2011 par l'association ASSAD, sise 93, avenue Foch à Essey-lès-Nancy.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association ASSAD, sous le n° SAP/478042401.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association ASSAD sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;

- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 17 avril 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 12 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration du 16 avril 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/538 645 300 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.17 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 04/2012 du 26 mars 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 22 mars 2012 par la SARL CH ESPACES VERTS, représentée par Messieurs Patrick HUIN et Fabrice CHATTON, co-gérants, sise 22 bis, rue de Chenevières à BENAMENIL (54450).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL CH ESPACES VERTS, sous le n° SAP/538 645 300.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par la SARL CH ESPACES VERTS sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 16 avril 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 16 avril 2012

Pour le Préfet,
Pour le DIRECCTE et par délégation,
Pour le Directeur Régional Adjoint,
Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable Pôle Entreprises et Emploi,
Raymond DAVID

Récépissé de déclaration du 16 avril 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/534 989 330 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.17 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 04/2012 du 26 mars 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 mars 2012 par l'entreprise individuelle (auto entrepreneur)

OBERWEIS Gérard, sise 1 bis, rue des Chevaux à 54890 CHAMBLEY-BUSSIERES.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI OBERWEIS Gérard, sous le n° SAP/534 989 330.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI OBERWEIS sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 16 avril 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 16 avril 2012

Pour le Préfet,
Pour le DIRECCTE et par délégation,
Pour le Directeur Régional Adjoint,
Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le Responsable Pôle Entreprises et Emploi,
Raymond DAVID

Décision SAP/2012-1 du 30 avril 2012 portant refus partiel d'agrément d'un organisme de services à la personne

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU la demande d'agrément de la SARL Home Services Pro (SIREN n°530341585), sise 54 rue de la République à Lunéville (54300), pour les activités de garde à domicile d'enfants âgés de moins de trois ans et pour les activités d'assistance, de surveillance, d'accompagnement et d'aide à la mobilité aux personnes âgées, dépendantes ou handicapées, présentée le 30 août 2011 et complétée le 6 février 2012,

VU l'avis du président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle sur les capacités de la SARL Home Services Pro à assurer des activités prestataires et mandataires d'assistance à domicile de qualité auprès des personnes âgées et handicapées, en date du 24 avril 2012,

CONSIDÉRANT la connaissance insuffisante, par les porteurs du projet, du contexte local social et médico-social pour situer l'action de leurs services en complémentarité et en coordination avec les autres intervenants et dispositifs,

CONSIDÉRANT l'imprécision et l'absence de certaines mentions obligatoires du livret d'accueil,

CONSIDÉRANT enfin l'absence de mention des diplômes attestant de compétence du personnel d'encadrement censé pallier l'inexpérience et l'absence de titres des gérants dans le domaine concerné,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

DECIDE

Article unique : L'agrément pour les activités d'assistance, de surveillance, d'accompagnement et d'aide à la mobilité aux personnes âgées, dépendantes ou handicapées de la SARL Home Service Pro, sise 54 rue de la République à Lunéville (SIREN n° 530341585), est refusé.

Nancy, le 30 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Voies de recours

La présente décision est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

- un recours gracieux auprès du préfet de département,
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (DGCIS – Mission des services à la personne – Immeuble Bervil – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12),
- un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5 place de la carrière – 54036 NANCY CEDEX).

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS

Arrêté N° 2012-DREAL-RMN-58 du 25 avril 2012 autorisant à déroger à l'interdiction de capture ou enlèvement, mutilation par prélèvements de tissus, perturbation intentionnelle, transport, utilisation, naturalisation, détention ou destruction de spécimens de Mulette épaisse, Unio crassus

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1, L 411-2, L 415-1 à 5 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des mollusques protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces formulée par SARL BIOTOPE et le dossier présenté au président de la commission faune du Conseil National de Protection de la Nature ;

VU l'avis favorable sous conditions du Conseil National de Protection de la Nature commission faune n° 11/695 bis ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation porte d'une part, sur la capture définitive d'une espèce animale protégée (mollusque), et d'autre part, la capture temporaire de cette même espèce, avec relâcher sur place après prélèvements de tissus, à des fins d'études taxonomiques et génétiques nécessaires pour délimiter les enjeux de conservation relatifs aux populations françaises de Mulette épaisse (*Unio crassus*) ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation s'inscrit dans le cadre d'une thèse en entreprise, intitulée « Taxonomie et biogéographie des mollusques d'eau douce patrimoniaux, quelles échelles pour la délimitation des taxons et des unités de conservation ? », financée par SARL BIOTOPE et réalisée au laboratoire de malacologie du Muséum National d'Histoire Naturelle à Paris (Laboratoire de Philippe Bouchet, UMR 7138) ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de connaissances exhaustives sur la répartition et l'état de conservation des populations lorraines de la Mulette épaisse (*Unio crassus*) et, compte tenu de la probable régression de ses populations, il est urgent de mettre en œuvre tous les moyens pour en assurer la conservation, comme indiqué dans l'ouvrage « Natura 2000 en Lorraine – Tome les espèces » publié en octobre 2011 par l'Etat et le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de Lorraine ;

CONSIDÉRANT l'intérêt des opérations pour la protection de la faune sauvage ;

CONSIDÉRANT l'absence actuelle de solution technique pertinente et satisfaisante permettant la réalisation de la thèse « Taxonomie et biogéographie des mollusques d'eau douce patrimoniaux, quelles échelles pour la délimitation des taxons et des unités de conservation ? » ;

CONSIDÉRANT QUE :

- les techniques de prélèvements de tissus utilisés sont non vulnérantes et que les spécimens sont relâchés dans leur milieu naturel après manipulation,

- la capture définitive concerne quelques individus par station,

- la demande de dérogation ne nuit donc pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèce protégée citée dans le dossier dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDÉRANT ainsi que les conditions d'octroi d'une dérogation à l'interdiction de capture ou d'enlèvement, de mutilation par prélèvements de tissus, de perturbation intentionnelle, de transport, d'utilisation, de naturalisation, de détention et de destruction à des fins scientifiques de spécimens d'espèces animales protégées se trouvent ici réunies ;

SUR proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine :

AR R E T E

Article 1er : Identité des bénéficiaires

Les bénéficiaires de la dérogation sont :

- M. Xavier CRUCHERAT - SARL BIOTOPE – ZA de la Maie – avenue de l'Europe – 62720 Rinxent,

- M. Vincent PRIE et M. Laurent PHILIPPE - SARL BIOTOPE – 22 Boulevard Maréchal Foch – 34530 Mèze.

Article 2 : Nature de la dérogation

Les mandataires cités à l'article 1er sont autorisés à déroger à l'interdiction de capture ou d'enlèvement, de mutilation par prélèvements de tissus, de perturbation intentionnelle, de transport, d'utilisation, de naturalisation, de détention et de destruction de spécimens vivants et morts ainsi que de tissus de Mulette épaisse (*Unio crassus*) à des fins d'études scientifiques, sur la totalité du linéaire des cours d'eaux suivants :

- Longeau : prélèvement définitif de 4 individus – prélèvement temporaire de 10 individus ;

- Orne : prélèvement définitif de 4 individus – prélèvement temporaire de 10 individus ;

- Esch : prélèvement définitif de 4 individus – prélèvement temporaire de 10 individus ;

- Sânon : prélèvement définitif de 3 individus – prélèvement temporaire de 10 individus ;

- Brenon : prélèvement définitif de 3 individus – prélèvement temporaire de 10 individus.

Article 3 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des engagements et mesures décrites dans le dossier.

En outre, les mollusques sont capturés manuellement ou à l'aide d'une tellinière ou d'une drague de prélèvement biologique.

Dans le cas de prélèvements non létaux, les mollusques sont relâchés dans leur milieu naturel après manipulation. Le temps des traitements, les spécimens sont entreposés dans des filets à maille fine et maintenus dans l'eau. Les prélèvements non létaux consistent soit à un prélèvement de morceau du pied, soit à un prélèvement à l'aide d'écouvillon.

Les spécimens devant faire l'objet de capture définitive sont conservés dans les collections du Muséum National d'Histoire Naturelle à Paris et intègrent le programme « Barcoding of life ».

Article 4 : Modalités de suivi

Les bénéficiaires de la présente dérogation font réaliser à leurs frais un rapport annuel détaillé des opérations de capture définitive et temporaire (lieux et dates des prélèvements, personnes intervenues, populations échantillonnées, nombre et pourcentage d'animaux manipulés et relâchés, nombre et pourcentage d'animaux prélevés définitivement, indication sur les classes d'âge des populations pour juger de l'état de conservation, indication sur le taux de reproduction, etc.)

Ce rapport est transmis pour le 31 janvier de chaque année :

- à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ;

- au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement - Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature - Direction de l'eau et de la biodiversité.

Les résultats de la thèse de doctorat ainsi que les différents articles scientifiques faisant l'objet de publication sont également transmis aux deux administrations citées ci-dessus.

Article 5 : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté et permet la réalisation des activités visées aux articles 2 et 3 du 1er mars au 31 octobre de chaque année, de 2012 à 2015.

Article 6 : Autres procédures

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération sous-mentionnée.

Article 7 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2 et 3 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 8 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : Droits de recours et information des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,

- par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article 10 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à SARL BIOTOPE ;

- publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle ;

- et dont copie sera adressée à :

- * Madame la Sous-préfète de Briey,

* Monsieur le Sous-préfet de Toul,
* Monsieur le Sous-préfet de Lunéville,
* Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
* Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
* Monsieur le Délégué du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
* Monsieur le Directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
* Madame le Ministre de l'Ecologie, du développement Durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
* Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
* Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique,
* Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
* Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine.

Metz, le 25 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional,
Par subdélégation, la Chef du Service Ressources et Milieux Naturels,
Marie-Pierre LAIGRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

SIV – Agrément des professionnels du commerce de l'automobile - Arrêté de délégation de signature du 2 avril 2012

Le Directeur Départemental des Finances Publiques,

VU l'article 1723 ter O B du code général des impôts ;

VU le décret n° 2008- 1283 du 8 décembre 2008 relatif au commissionnement des personnes auprès desquelles sont payées les taxes sur les certificats d'immatriculation des véhicules et aux modalités de recouvrement de la redevance destinée à couvrir les frais d'acheminement de ces certificats ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, donne délégation à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, pour signer toutes conventions relatives au commissionnement des professionnels du commerce de l'automobile par l'administration des finances, dans les conditions prévues par l'article 1723 ter O B du code général des impôts et par l'article 2 du décret n° 2008-1283 du 8 décembre 2008 pris pour son application, ainsi que toutes décisions unilatérales de refus ou de retrait du commissionnement.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Raphaël BARTOLT, cette délégation de signature est donnée à M. Jean-François RAFFY, Secrétaire général.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François RAFFY, cette délégation de signature est donnée à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, cette délégation est consentie à Mme Laurence PIEKARSKI, chef du bureau des usagers de la route, à l'exception des décisions de suspension ou de retrait d'agrément.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Laurence PIEKARSKI, cette délégation est consentie à Mme Evelyne GEOFFROY, adjointe au chef du bureau des usagers de la route, à l'exception des décisions de suspension ou de retrait d'agrément.

Article 3 : Le directeur départemental des finances publiques et le préfet de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au secrétaire général de la préfecture, à la directrice des libertés publiques, au chef du bureau des usagers de la route et à son adjointe, et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 2 avril 2012

Le Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

Arrêté du 16 avril 2012 portant délégation de signature

L'Administrateur Général des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, notamment ses articles R.141-9 et R.144-3 ;

VU l'arrêté du 10 janvier 2007 relatif à la désignation du Commissaire du Gouvernement auprès des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, notamment l'alinéa 2 de l'article 1er ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Madame Valérie GUYOT, inspecteur des finances publiques à l'effet d'exercer les fonctions de commissaire du gouvernement auprès de la SAFER de Lorraine.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans les locaux de la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy.

Nancy, le 16 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

Décision de délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire en date du 16 avril 2012

Le Directeur du Pôle Pilotage et Ressources de la Direction Départementale de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 et par le décret n° 210-687 du 24 juin 2010 ;

VU le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du 13 Janvier 2010 portant nomination de M. Xavier HUMBERT à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, en qualité de responsable du pôle pilotage et ressources ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 avril 2012, portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Xavier HUMBERT, Administrateur des finances publiques ;

D E C I D E

En cas d'absence ou d'empêchement, les délégations qui me sont conférées par arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 12 avril 2012, seront exercées par :

- Monsieur HUMBERT Jean-Luc, Administrateur des finances publiques adjoint ;
- Monsieur DERHAN Marc, Inspecteur divisionnaire des finances publiques hors classe ;
- Madame ROMAIN Sylvie, Inspecteur divisionnaire des finances publiques.

Nancy, le 16 avril 2012

L'Administrateur des Finances Publiques,
Xavier HUMBERT

Arrêté du 16 avril 2012 accordant délégation de signature

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU l'arrêté du Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : La délégation de signature qui est conférée à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, par l'article 1er de l'arrêté du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON sera exercée par M. Jean-Marie ZIMMERMANN, directeur chargé du pôle de la gestion publique, et par M. Philippe BAUER, inspecteur divisionnaire hors classe des finances publiques.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement, la même délégation sera exercée par Madame Valérie GUYOT, inspectrice des finances publiques, ou à son défaut par Monsieur David de BEAUMONT, inspecteur des finances publiques.

Article 3 : En ce qui concerne les attributions visées sous les n° 1, 2, 4, 6 de l'article 1er de l'arrêté du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, délégation de signature est accordée aux fonctionnaires suivants :

- Madame Valérie GUYOT, inspectrice des finances publiques, dans la limite de 15 000 euros pour les prises à bail par l'Etat et de 150 000 euros pour les acquisitions et cessions der l'Etat,

- Madame Liliane FAURE, contrôleur des finances publiques, pour les bordereaux d'envoi et les demandes de renseignement,

- M. Claude MAGNETTE, agent administratif des finances publiques, pour les bordereaux d'envoi et les demandes de renseignement,

- M. Patrice JACQUEMIN, agent administratif des finances publiques, pour les bordereaux d'envoi et les demandes de renseignement.

Article 4 : En ce qui concerne les attributions visées sous les n° 7 de l'article 1er de l'arrêté du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, délégation de signature est accordée aux fonctionnaires suivants :

- Monsieur David de BEAUMONT, inspecteur des finances publiques,

- Mesdames Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD et Sylviane ROSSIGNOL, contrôleuses des finances publiques,

- Messieurs Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWAELETER, contrôleurs des finances publiques.

Article 5 : En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 8 de l'article 1er de l'arrêté du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, délégation de signature est accordée aux fonctionnaires suivants :

- Madame Isabelle BURNEL, inspectrice des finances publiques dans la limite de 500 000 euros pour les évaluations en valeur vénale et de 50 000 euros pour les évaluations en valeur locative,

- Messieurs Thierry BRAUN, Joël KERDONCUFF, Patrick KREMER, Georges ROUSSE, inspecteurs des finances publiques et Alain CONTE, contrôleur des finances publiques dans la limite de 500 000 euros pour les évaluations en valeur vénale et de 50 000 euros pour les évaluations en valeur locative,

- Messieurs Daniel ALBERT, Philippe SCHNEIDER, Jean-Marc WARIS, inspecteurs des finances publiques et Laurent DARNE, contrôleur des finances publiques dans la limite de 800 000 euros pour les évaluations en valeur vénale et de 80 000 euros pour les évaluations en valeur locative.

Article 6 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 5 septembre 2011.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 avril 2012

Pour le Préfet,
L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

Arrêté du 16 avril 2012 portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article R. 1212-12 ;

VU le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2011-1612 du 22 novembre 2011 relatif aux première, deuxième, troisième et quatrième parties réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article 4 ;

VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R. 1212-9 à R. 1212-16 du code général de la propriété des personnes publiques, par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation des acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements et par l'article 4 du décret n° 2011-1612 du 22 novembre 2011 relatif aux première, deuxième, troisième et quatrième parties réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques ;

A R R E T E

Article 1er : M. BAUER Philippe, inspecteur divisionnaire hors classe des Finances Publiques et madame BURNEL Isabelle, inspectrice des Finances Publiques sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;
- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés, selon le cas, à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé, à l'article R. 1212-10 du code général de la propriété des personnes publiques ou à l'article 4 du décret n° 2011-1612 du 22 novembre 2011 susvisé.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 5 septembre 2011

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 avril 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/056 du 28 mars 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Sainte-Pôle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juillet 1982 portant institution de l'association foncière de SAINTE-POLE ;
VU la proposition du bureau de l'association foncière de SAINTE-POLE ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de SAINTE-POLE en date du 20 décembre 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière de SAINTE-POLE ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 02 février 2012 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de SAINTE-POLE, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du SAINTE-POLE, sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de SAINTE-POLE, adressé au président de l'association foncière de SAINTE-POLE, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Lunéville, le 28 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/115 du 23 mars 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Hannonville-Suzemont

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 01 décembre 1971 portant institution de l'association foncière de HANNONVILLE-SUZEMONT ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de HANNONVILLE-SUZEMONT, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 23 février 2012 du président de l'association foncière de HANNONVILLE-SUZEMONT ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de HANNONVILLE-SUZEMONT sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de HANNONVILLE-SUZEMONT.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de HANNONVILLE-SUZEMONT ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Briey, le 23 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/185 du 28 mars 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Migneville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 03 mars 1977 portant institution de l'association foncière de MIGNEVILLE ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de MIGNEVILLE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 14 mars 2012 du président de l'association foncière de MIGNEVILLE ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de MIGNEVILLE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de MIGNEVILLE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de MIGNEVILLE ainsi qu'aux propriétaires ou, à défaut, aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 28 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 178 du 23 avril 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Socourt - Charmes - Saint-Remimont - Grippont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3301

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/01/2012 par le GAEC DE CHIRMONT (Messieurs CHARROIS Jean et Gérard) à LANEUVILLE DEVANT BAYON concernant 48,66 ha situés à SOCOURT – CHARMES - SAINT REMIMONT et GRIPPONT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation et de l'intégration de Monsieur CHARROIS Quentin au sein du GAEC de CHIRMONT,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 22/03/2012 sur la demande précitée,
VU l'avis favorable du préfet des Vosges en date du 23/04/2012,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DE CHIRMONT, composé de Messieurs CHARROIS Jean et Gérard, est autorisé sous réserve d'installation avant le 31/12/2012 à exploiter 48,66 ha (GRIPPONT parcelles ZC 017, 024,034,035 - ZD 001, 002, 026, 037, 038, 048, 049, 050 - ZE 097,126, 133,153, 203, 154 - ZH 008, 010, 016 – SAINT REMIMONT parcelles ZB 058 – CHARMES parcelles ZE 007 – SOCOURT parcelles ZA 002 - ZB 019.) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE CHIRMONT (Messieurs CHARROIS Jean et Gérard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs CHARROIS Jean et Gérard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SOCOURT – CHARMES - SAINT REMIMONT et GRIPPONT pour affichage.

Nancy, le 23 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 236 du 23 avril 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bathélemont-lès-Bauzemont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3349

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/03/2012 par l'EARL DE RANZEY (Monsieur et Madame BARBE Pascal et Sylvie) à ATHIENVILLE concernant 20,80 ha situés à BATHELEMONT LES BAUZEMONT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation aidée et l'intégration de Madame Pauline BARBE au sein de l'EARL,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 19/04/2012 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : L'EARL DE RANZEY, composé de Monsieur et Madame BARBE Pascal et Sylvie, est autorisé à exploiter 20,80 ha (BATHELEMONT LES BAUZEMONT parcelle ZC 001) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE RANZEY (Monsieur et Madame BARBE Pascal et Sylvie).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur et Madame BARBE Pascal et Sylvie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BATHELEMONT LES BAUZEMONT pour affichage.

Nancy, le 23 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 237 du 23 avril 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Migneville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3313

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/02/2012 par le GAEC DE BASSIGNY (Messieurs et Madame COUSTEUR Gérard, Hervé et Denise) à BARBAS concernant 3,02 ha situés à MIGNEVILLE ; la motivation et le résultat étant la compensation partielle.
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 19/04/2012 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : Le GAEC DE BASSIGNY, composé de Messieurs et Madame COUSTEUR Gérard, Hervé et Denise, est autorisé à exploiter 3,02 ha (MIGNEVILLE parcelles ZD 075, 076 - ZE 011) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE BASSIGNY (Messieurs et Madame COUSTEUR Gérard, Hervé et Denise).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs et Madame COUSTEUR Gérard, Hervé et Denise, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MIGNEVILLE pour affichage.

Nancy, le 23 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 238 du 23 avril 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Xirocourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3316

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le par le GAEC DU COISSAU (Messieurs GEORGES Philippe et CHOFFEL Frédéric) à BRALLEVILLE concernant 0,59 ha situés à XIROCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 19/04/2012 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DU COISSAU, composé de Messieurs GEORGES Philippe et CHOFFEL Frédéric, est autorisé à exploiter 0,59 ha (XIROCOURT parcelles X 153 à 155) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU COISSAU (Messieurs GEORGES Philippe et CHOFFEL Frédéric).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs GEORGES Philippe et CHOFFEL Frédéric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XIROCOURT pour affichage.

Nancy, le 23 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 239 du 23 avril 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ormes-&-Ville - Benney - Lemainville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3354

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/03/2012 par Monsieur GENAY Cyril à FORCELLES SAINT GORGON concernant 134,69 ha situés à ORMES & VILLE - BENNEY et LEMAINVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement sur 134,69 ha dont 31,54 ha de biens de famille,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 19/04/2012 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : Monsieur GENAY Cyril, est autorisé à exploiter 134,69 ha, conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GENAY Cyril.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur GENAY Cyril, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ORMES & VILLE - BENNEY et LEMAINVILLE pour affichage.

Nancy, le 23 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 240 du 23 avril 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haigneville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3355

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/03/2012 par Madame GRANDCLAUDE Martine à HAIGNEVILLE concernant 15,25 ha situés à HAIGNEVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 19/04/2012 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : Madame GRANDCLAUDE Martine est autorisée à exploiter 15,25 ha (HAIGNEVILLE parcelles ZC 029, 030, 033) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame GRANDCLAUDE Martine.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Madame GRANDCLAUDE Martine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HAIGNEVILLE pour affichage.

Nancy, le 23 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 241 du 23 avril 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Remenoville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3350

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/03/2012 par l'EARL DES MARRONNIERS (Monsieur PIERRON Célestin) à DAMAS AUX BOIS concernant 14,09 ha situés à REMENOVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 19/04/2012 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DES MARRONNIERS, composé de Monsieur PIERRON Célestin, est autorisé à exploiter 14,09 ha (REMENOVILLE parcelles ZL 028, 029, 034 - ZM 030) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES MARRONNIERS (Monsieur PIERRON Célestin).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur PIERRON Célestin, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de REMENOVILLE pour affichage.

Nancy, le 23 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX.

Unité forêt chasse

Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles - Barème 2011 (5e partie)

Lors de la séance du 27 mars 2012, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2011 :

BAREME 2011 (5e partie)

Miscanthus : 85 €/t

Raisin :

	Gamay	Pinot noir/auxerrois
Vente en raisin (prix au kg)	0,84 €	0,91 €
Vente de vin en vrac (prix par hl)	150 €	170 €
soit un prix du raisin au kg de (sur la base de 140 kg de raisin par hl de vin)	1,07 €	1,21 €
Vente du vin à la bouteille (prix moyen HT)	3,95 €	4,80 €
soit une valorisation du kg de raisin à	1,69 €	2,06 €

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEGHIN

Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles - Barème 2012 (1re partie)

Lors de la séance du 27 mars 2012, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2012 :

BAREME 2012 (1re partie)

Remise en état des prairies :

- Remise en état manuelle	17,70 €/heure
- Herse ou rabot (2 passage croisés)	73,20 €/ha
- Rabot ou herse (1 passage)	56,00 €/ha
- Semoir + herse rotative ou alternative	108,30 €/ha
- Rouleau	30,50 €/ha
- Charrue	113,40 €/ha
- Rotavator	79,50 €/ha
- Herse rotative (1 passage)	79,50 €/ha
- Semoir + tracteur	56,00 €/ha
- Traitement	41,30 €/ha
- Semence sur barème	147,40 €/ha
- Semence sur facture	

Ressemis :

- Herse rotative ou alternative + semoir	108,30 €/ha
- Tracteur + semoir	56,00 €/ha
- Semoir à semis direct	64,20 €/ha
- Semences : Sur barème Céréales	111,70 €/ha
Maïs	184,40 €/ha
Pois	203,20 €/ha
Colza	113,00 €/ha

ou Sur facture

Autres productions :

- Arbres fruitiers : Plants : sur facture
Forfait plantation : 3 €/plant
- Petites productions : cf. barème "Calamités agricoles"
A défaut paiement sur facture
- Cultures industrielles : selon contrat
- Productions bio (sauf prairies) : cf. barème PROBIOLOR (prix définitifs)

LISTE DES ESTIMATEURS

M. Yvon BADENOT	M. André FAVRE	M. Patrick GUERIN	M. Mickaël ROCHER
M. Pierre BARBIER	M. Michel FEVRE	M. Michel LEMOINE	M. Jean-Jacques ROYER
M. Jean-Paul BIDON	M. Christian FUZELIER	M. Alain LOHRMANN	M. Jean-Louis SEVRIN
M. Bernard BRODIER	M. Christian GEORGES	M. Paul OSWALD	M. Thierry SINTEFF
M. Jean-Paul BUND	M. Gérard GROTTOT	M. Daniel PERRIN	
M. Pierre COMTE	M. Jean GUERIN	M. Alain RAMBOUR	

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEGHIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

SOLIDARITE - INSERTION

Arrêté n° DDCS/SI/2012-06 du 27 mars 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;
VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;
VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;
VU le dossier déclaré complet le 07/03/2012 présenté par Mme KUBLER, épouse MARTIN Dominique, domiciliée 34, rue du Bois de Grève 54850 MESSEIN, adresse professionnelle BP 1 54230 NEUVES MAISONS en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et de Lunéville ;
VU l'arrêté N°DDCS/SI/2012-01 du 17 Février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;
VU l'avis favorable en date du 01/02/2012 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;
CONSIDERANT que Madame KUBLER Dominique épouse MARTIN satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;
CONSIDERANT que Madame KUBLER Dominique épouse MARTIN justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;
CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;
SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame KUBLER Dominique, épouse MARTIN, domiciliée BP 1 54230 NEUVES MAISONS pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.
L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour les ressorts des tribunaux d'instance susmentionnés.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 27 mars 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° DDCS/SI/2012-07 du 27 mars 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;
VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;
VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;
VU le dossier déclaré complet le 25/01/2012 présenté par Madame CHEVALIER Vinciane, épouse ROCHE, domiciliée 25, rue du Haut du Champ 54330 VITREY en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy ;
VU l'arrêté N°DDCS/SI/2012-01 du 17 Février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;
VU l'avis favorable en date du 14 février 2012 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;
CONSIDERANT que Madame CHEVALIER Vinciane épouse ROCHE satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;
CONSIDERANT que Madame CHEVALIER Vinciane épouse ROCHE justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;
CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;
SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame CHEVALIER Vinciane, épouse ROCHE, domiciliée 25, rue du Haut du Champ 54330 VITREY pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy.
L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort du tribunal d'instance susmentionné.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 27 mars 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° DDCS/SI/2012-08 du 27 mars 2012 complétant et modifiant l'arrêté n° DDCS/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 471-2 et L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

VU la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allégement des procédures et notamment son article 116, § IV modifiant la loi 2007-308 du 5 mars 2007 ;

VU le décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L 471-2, L 471-3, L 474-1 et L 474-2 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-01 du 17 février 2012 fixant la liste des mandataires judiciaires (MJPM) du département de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-06 du 27 mars 2012 portant agrément de Mme KUBLER Dominique épouse MARTIN pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2012-07 du 27 mars 2012 portant agrément de Mme CHEVALIER Vinciane épouse ROCHE pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, fixée par l'article 2 de l'arrêté susvisé du 17/02/2012, est complétée comme suit :

1° Tribunal d'instance de NANCY

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Sont ajoutées à la liste les personnes suivantes :

- Mme KUBLER Dominique épouse MARTIN domiciliée BP 1 54230 NEUVES-MAISONS

- Mme CHEVALIER Vinciane épouse ROCHE domiciliée 25, rue du Haut du Champ
54330 VITREY

2° Tribunal d'instance de LUNEVILLE

2) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Est ajoutée à la liste la personne suivante :

- Mme KUBLER Dominique épouse MARTIN domiciliée BP 1 54230 NEUVES-MAISONS

Article 2 : La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 471-2 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle aux prestations sociales versées aux adultes ou de la mesure d'accompagnement judiciaire, fixée par l'article 3 de l'arrêté susvisé du 17/02/2012, est modifié comme suit :

En qualité de services :

Service MJPM de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54) au lieu de service DPF de l'UDAF, service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun 54000 NANCY

Le reste sans changement.

Article 3 : La liste des personnes et services habilités à être désignés au titre de l'article L. 474-1 du code de l'action sociale et des familles en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges en qualité de délégué aux prestations familiales, fixée par l'article 4 de l'arrêté susvisé du 17/02/2012, est modifié comme suit :

En qualité de services :

Service MJPM de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), au lieu de service DPF de l'UDAF, service et siège domiciliés 11 rue Albert Lebrun 54000 NANCY

Le reste sans changement

Article 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;

- aux procureurs de la République près les tribunaux de grande instance de Nancy et de Briey ;

- aux juges des tutelles des tribunaux d'instance de Nancy, Lunéville et Briey ;

- aux juges des enfants des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle, soit hiérarchique auprès de la Ministre des solidarités et de la cohésion sociale, dans les deux mois suivant la notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière CO 38 - 54038 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 27 mars 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST

AFFAIRES JURIDIQUES

Arrêté du 26 avril 2012 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique

La Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2011 nommant Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 1er février 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.113 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'ingénierie publique, par le Préfet de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté du 9 novembre 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'ingénierie publique ;

ARRETE

Article 1er : Les compétences relatives à l'exercice des missions d'ingénierie publique prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.113 du 27 octobre 2011 susvisé, sont subdélégées à :

- M. Jean ABELE, adjoint à la chef du Service de la Navigation du Nord-Est ;
- M. Olivier VERMOREL, responsable de l'arrondissement études et grands travaux, et en cas d'absence ou d'empêchement de A. MAGNIER, à M. Daniel BALY, adjoint ;
- M. Xavier MANGIN, secrétaire général, et en cas d'absence ou d'empêchement de Xavier MANGIN, à Mlle Christelle BARASSI, secrétaire générale adjointe ;

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 9 novembre 2011.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 26 avril 2012

La Chef du Service Navigation du Nord-Est,
Corinne de LA PERSONNE

Arrêté du 26 avril 2012 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative aux avis à la batellerie

La Chef du service de la Navigation du Nord-Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2011 nommant Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 1er février 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.93, article 1-4, du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'avis à la batellerie, par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 13 mars 2012 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'avis à la batellerie ;

VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2010-36 en date du 5 février 2010 portant constitution de l'unité territoriale d'itinéraire "Canal des Vosges" (U.T.I. CV) et de l'unité territoriale d'itinéraire "Canal de la Marne au Rhin Est et Embranchement de Nancy" (U.T.I. CMRE-EN) ;

ARRETE

Article 1er : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne de LA PERSONNE, délégation est donnée à :

- M. Jean ABELE, adjoint à la Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,
- M. Xavier MANGIN, secrétaire général,
- M. Philippe GOEDERT, responsable de l'arrondissement maîtrise d'ouvrages prospectives et finances,
- M. Jean-Marie HAM, responsable de l'arrondissement hydraulique maintenance et exploitation,
- M. Philippe MOREL, responsable de l'unité exploitation et réglementation,
- M. Olivier VERMOREL, responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
- M. Daniel BALY, adjoint au responsable de l'arrondissement études et grands travaux,
- Mme Michelle LAQUENAIRE, responsable de l'arrondissement développement de la voie d'eau,
- M. Xavier LUGHERINI, adjoint à la responsable de l'Arrondissement Développement de la Voie d'Eau,
- M. Jean-François MORICEAU, responsable par intérim de l'unité territoriale d'itinéraire Moselle (UTI Moselle),
- Mme Catherine FRANCOIS, adjointe au responsable de l'UTI Moselle et responsable de l'antenne de Metz,
- M. Frédéric MARCHAL, adjoint au responsable de l'UTI Moselle et responsable du pôle maintenance,
- M. Jean-Pierre VUILLAUME, responsable du pôle exploitation,
- M. Jean-Yves HELLE, responsable de l'antenne de Toul de l'UTI Moselle,
- M. Luc VUIDART, responsable de l'antenne de Pont-à-Mousson de l'UTI Moselle,
- M. Daniel MARTIN, responsable de l'UTI CMRE-EN,
- M. Stéphane MUNOS, adjoint au responsable de l'UTI CMRE-EN,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions et selon les modalités telles que définies dans le tableau joint au présent arrêté, les avis à la batellerie pour le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 13 mars 2012.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et des services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 26 avril 2012

La Chef du Service Navigation du Nord-Est,
Corinne de LA PERSONNE

MEURTHE ET MOSELLE (54)

	DELEGATAIRES	TYPES d'AVIS (compétence)								
		Diffusion des modifications des conditions d'exploitation à caractère permanent (modification du ou des R.P.P.)	Dérogation temporaire R.P.P. ou R.G.P.	Prescriptions de portée générale (économie d'eau)	Événements sensibles	Amorce d'arrêts ou de prescription importants, connus à l'avance et de portée limitée (regroupement, réduction d'enforcement, ...)	Arrêts de navigation - Décision immédiate qui fait suite à un événement imprévisible	Restriction localisée	Avis à vigilance	Information sur tous types d'événements avec ou sans restriction de circulation et/ou de gabarit (décisions prises par Vores navigables de France relatives aux horaires de navigation et aux chômages, ...)
I	En cas d'absence ou d'empêchement de C. de LA PERSONNE : J. ABELE	X	X	X	X	X	X	X	X	X
II	En cas d'absence ou d'empêchement de C. de LA PERSONNE et de J. ABELE : J.M. HAM, P. MOREL et M. LAQUENAIRE et X. LUGHERINI			X	X	X	X	X	X	X
III	En cas d'absence ou d'empêchement de C. de LA PERSONNE, J. ABELE, J.M. HAM, P. MOREL, M. LAQUENAIRE et X. LUGHERINI : J.F. MORICEAU et en cas d'absence ou d'empêchement de J.F. MORICEAU, C. FRANCOIS, F. MARCHAL et J.P. VUILLAUME ; J.F. MORICEAU et en cas d'absence ou d'empêchement de J.F. MORICEAU, J.Y. HELLE (antenne de Toul) ; J.F. MORICEAU et en cas d'absence ou d'empêchement de J.F. MORICEAU, L. VUIDART (antenne de Pont à Mousson) ; D. MARTIN (UTI CMRE-EN) et en cas d'absence ou d'empêchement de D. MARTIN, S. MUNOS ; chacun dans la limite de sa compétence territoriale						X (si < à 4 heures)	X si < à 4 heures)	X	
IV	Cadres d'astreinte de Direction : C. de LA PERSONNE, J. ABELE, X. MANGIN, Ph. GOEDERT, S. LAROSE, J.M. HAM, O. VERMOREL, M. LAQUENAIRE, X. LUGHERINI, D. BALY				X		X	X	X	X

AVIS ET COMMUNICATIONS**AUTRES SERVICES****FRANCE TELECOM - ORANGE****UNITE DE PILOTAGE RESEAU NORD-EST**

Travaux de construction d'un nouveau réseau de communications électroniques sur les communes de Francheville (code postal 54200, code INSEE 54208) et Jaillon (code postal 54200, code INSEE 54272)

Nous vous informons que France Télécom va procéder à des travaux et construire un nouveau réseau de communications électroniques sur les communes de FRANCHEVILLE (code postal 54200, code INSEE 54208) et JAILLON (code postal 54200, code INSEE 54272).

Le réseau sera créé le long de la RD611, du chemin d'exploitation 23 et du chemin d'exploitation du Chaufour et aura une longueur de 2140 m en 1 tronçon.

Coordonnées Lambert du tronçon :

Carrefour RD611/CD10a, FRANCHEVILLE, origine : X : 865567 & Y : 2422457

Chemin du Chauffour, JAILLON, destination : X : 866775 & Y : 2423862.

Ces travaux n'entrent pas dans le cadre des coordinations, enfouissements et dissimulations de réseaux et ils seront effectués en tranchée étroite, conformément au règlement de voirie.

En application de la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009, (art. L. 49 du Code des Postes et Communications Electroniques) et du décret n° 2010-726 du 28 juin 2010, les collectivités ou opérateurs devront faire connaître dans un délai de six semaines à compter de la présente publication, leur intérêt pour ce projet.

Sans aucune réponse dans un délai de 6 semaines suivant la publication, France Télécom procédera à l'activation de la phase opérationnelle.

La demande motivée de l'opérateur ou de la collectivité territoriale, est à adresser en lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse suivante :

France Télécom
Unité Pilotage Réseau Nord Est
73 rue de la Cimaise 59650 Villeneuve d'Ascq
Contact : Bernard Brugière
Mail : uprne.artquaranteneuf@orange.com

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Avis de concours sur titres d'Ouvrier Professionnel Qualifié en date du 30 avril 2012

Référence : Décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statut particulier des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière.

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- ☐ 1 poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Sécurité
- ☐ 1 poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Reprographie
- ☐ 1 poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Restauration
- ☐ 1 poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Maintenance Restauration
- ☐ 1 poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Magasin

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Conditions générales :

Le concours est ouvert aux candidats titulaires soit :

- ☐ d'un diplôme de niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente ;
- ☐ d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités ;
- ☐ d'une équivalence délivrée par la commission d'équivalence de diplôme ;
- ☐ d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé ;
- ☐ dans la spécialité conduite de véhicule : permis A, B, C et D en cours de validité selon les véhicules de l'établissement.

II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie au tarif en vigueur - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse (au plus tard à 16h00) ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription
à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 30 avril 2012

La Directrice des Ressources Humaines,
Diane PETTER

Avis de concours sur titres de Conducteur Ambulancier de 2e catégorie en date du 30 avril 2012

En application du décret n° 91-45 du 14.01.1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la Fonction Publique Hospitalière, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours sur titres de Conducteur Ambulancier de 2ème Catégorie, afin de pourvoir :

- ☐ 6 postes de Conducteur Ambulancier 2e catégorie

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

- ☐ Peuvent être candidats les titulaires du Diplôme d'État d'Ambulancier, justifiant des permis de conduire suivants :
 - Catégorie B : tourisme et véhicules utilitaires légers ;
 - Catégorie C : poids lourds ou Catégorie D : transports en commun.

II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie au tarif en vigueur - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse (au plus tard à 16h00) ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription
à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 30 avril 2012

La Directrice des Ressources Humaines,
Diane PETTER

CENTRE HOSPITALIER DE REMIREMONT

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Concours interne sur titres du 1er mai 2012 pour le recrutement d'un Maître Ouvrier – spécialité mécanique

Le Directeur,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
VU la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;
VU le décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la Fonction Publique Hospitalière modifié par le décret n° 2011-744 du 27 juin 2011 ;

DECIDE

Article 1er : un concours interne sur titres pour le recrutement d'un Maître Ouvrier – spécialité mécanique – est ouvert au Centre Hospitalier de Remiremont.

Article 2 : peuvent être admis à participer à ce concours :

- Les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2ème catégorie titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins 2 ans de services effectifs dans leurs grades respectifs.

Article 3 : les demandes d'admission à concourir devront parvenir au plus tard le 30 juin 2012 à Madame le Directeur – Direction des Ressources Humaines – 1, rue Georges Lang – 88200 REMIREMONT

Les candidats devront joindre à l'appui de leur demande :

- une lettre de candidature,
- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre,
- les diplômes ou certificats dont le candidat est titulaire permettant la vérification du niveau V,
- une attestation administrative permettant d'apprécier les conditions d'aptitude pour concourir.

Article 4 : la liste des candidats autorisés à prendre part au concours interne sur titres de Maître Ouvrier – spécialité mécanique - est arrêtée par Madame le Directeur du Centre Hospitalier de Remiremont.

Article 5 : la présente décision fera l'objet d'un affichage dans l'Etablissement ainsi qu'à la Préfecture et dans chaque Sous-Préfecture du département de la région d'implantation de l'Etablissement et d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs.

Remiremont, le 1er mai 2012

Le Directeur,
Isabelle CAILLIER

